

# DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

## L'HONORABLE F. G. MARCHAND

TRESORIER DE LA PROVINCE

— A —

L'ASSEMBLÉE LEGISLATIVE DE QUEBEC

LE 7 FEVRIER 1899.



QUÉBEC :

IMPRIMÉ PAR FRANK CARREI

1899

# DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

## L'HONORABLE F. G. MARCHAND

TRESORIER DE LA PROVINCE

— ▲ —

L'ASSEMBLÉE LEGISLATIVE DE QUEBEC

LE 7 FEVRIER 1899.



QUÉBEC :

IMPRIMÉ PAR FRANK CARREI

1899



# DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

## L'HONORABLE F. G. MARCHAND

TRESORIER DE LA PROVINCE

— A —

### L'ASSEMBLÉE LEGISLATIVE DE QUEBEC

LE 7 FEVRIER 1899.

MONSIEUR L'ORATEUR,

En arrivant au pouvoir, le gouvernement actuel était muni d'un mandat qui lui enjoignait de s'appliquer, avant tout, au rétablissement de notre équilibre financier, par la diminution de la dépense au moyen de l'économie, et par l'augmentation du revenu, sans l'imposition de nouvelles taxes.

Pour obtenir ce résultat, nous étions dans l'obligation d'exiger rigoureusement la rentrée des sommes dues à la province, de toute provenance, et de réduire, autant que possible, sans nuire à l'efficacité du service public, la dépense annuelle. C'était une tâche ingrate que nous entreprenions, mais qui s'imposait comme la seule solution du problème à résoudre.

A cet effet, il nous a fallu, d'abord, et avant tout, couper court au système de l'octroi illimité des subsides et des gratuités aux entreprises et aux œuvres qui, tout méritoires qu'elles fussent, nécessitaient, pour les satisfaire, une augmentation considérable de notre passif et un surcroît correspondant de la dépense annuelle, pour intérêt et amortissement.

Nos devanciers avaient, peu de temps avant les élections générales, accordé par arrêtés en Conseil, avec l'engagement de les faire ratifier par la nouvelle Législature, des subsides et des octrois de ce genre pour au-delà de un million de piastres, et ils avaient augmenté, dans plusieurs branches du service civil, la dépense annuelle, par un surcroît de salaires et d'employés. Afin de solder ces subsides, il nous eût fallu négocier de nouveaux emprunts, et, pour subvenir à l'augmentation de dépenses par ce surcroît de traitements, nous eussions été dans l'obligation d'imposer de nouvelles taxes, sans quoi l'équilibre désiré ne pouvait s'atteindre. Mais nous avons, comme je viens de le dire, pris l'engagement d'épuiser tous les moyens à notre disposition pour éviter d'augmenter le passif de la province ou de recourir à des impôts nouveaux. Entre ces deux obligations, nous nous sommes trouvés forcés, en obéissance au mandat populaire qui nous avait été confié, de ne pas exiger de la députation élue pour nous appuyer, la ratification d'une politique qu'elle avait condamnée sur toutes les tribunes populaires.

Nous nous sommes mis courageusement à l'œuvre, dans l'espoir de pouvoir bientôt faire disparaître de nos comptes annuels, le déficit énorme par lequel s'est soldé le dernier exercice de nos prédécesseurs. Cet espoir s'est réalisé en grande partie, durant notre première année d'administration, et je suis encore confiant que, si la députation veut nous continuer, dans cette politique d'économie, le cordial appui qu'elle nous a accordé jusqu'ici, nous l'accomplirons bientôt.

Les prévisions budgétaires ne peuvent jamais s'établir d'une manière précise et infaillible ; elles sont soumises à l'accident des circonstances qui font, indépendamment des efforts d'un gouvernement, qu'elles subissent, dans certains services, des variations inattendues. Il peut facilement arriver qu'un ralentissement dans le commerce de bois ou une diminution dans le nombre des licences accordées durant une année, occasionne une baisse sensible dans le produit de ces deux importantes sources de revenu. Il se peut aussi qu'un surcroît de dépenses incontrôlables élève, dans certaines proportions, le chiffre des déboursés prévus. C'est ce qui s'est produit cette année, dans le service des asiles d'aliénés, où le budget se

trouve augmenté forcément par un surcroît considérable du nombre des internés dans ces institutions, et par la hausse de \$14.00 dans le coût de la pension de chaque patient de l'asile de St-Jean de Dieu. Mais je n'ai pas lieu de croire que nous éprouvions de forts mécomptes dans le budget de l'an prochain, qui vient d'être soumis à cette Chambre, et j'ai la confiance que, si la recette qu'il indique se réalise, nous atteindrons l'équilibre désiré. Nous nous y sommes vigoureusement acheminés, dans l'exercice d'une première année, et nous y arriverons infailliblement avec l'appui de la majorité de cette chambre.

On pourra s'en convaincre par l'examen des tableaux que j'aurai l'honneur de vous soumettre dans un instant, où il est constaté que durant cette année, le passif de la province n'a pas été pratiquement augmenté, et que le déficit de \$810,484.20 de 1896-97, s'est réduit à \$187,000.00

#### LA SITUATION FINANCIÈRE.

Dans mon discours sur le budget prononcé durant la dernière session, j'avais l'honneur d'exprimer franchement à cette Chambre la situation financière telle qu'elle se présentait alors avec les difficultés qu'il y avait à surmonter pour la replacer sur des bases solides. J'affirmais, à cette occasion, que la progression ascendante de notre dette publique avait été considérable pendant la durée de la dernière Législature, et, pour preuve, je citais des chiffres officiels.

Cette augmentation du passif, comme je l'ai démontré, s'était produit, malgré que, durant cette période, les revenus de la province se fussent accrus, grâce aux nouvelles taxes, d'une somme moyenne de \$500,000 par année, produisant pour les cinq années une augmentation totale dans notre revenu de \$2,262,452.55.

Maintenant, il est démontré par l'état du passif et de l'actif, reproduit dans le discours budgétaire de mon prédécesseur, que l'excédent du passif était,

|  |                 |
|--|-----------------|
| au 30 juin 1897, de .....                              | \$25,491,658 16 |
| tandis qu'au 30 juin précédent, il n'était que de..... | 22,156,346 30   |

|   |              |
|---|--------------|
| cet excédant s'était donc accru en une seule année, de .....        | 3,335,311 86 |
| dont il faut déduire le montant ajouté à notre passif, durant cette |              |
| période, par la conversion de la dette, soit.....                   | 625,651 42   |

laissant une augmentation du passif originaire, durant cette année  
1896-97, de..... \$ 2,709,660 44

D'un autre côté, l'excédant du passif sur l'actif, au 30 juin dernier,  
1898, comme l'indique l'état détaillé produit devant cette  
Chambre, était de.....\$ 25,830,523 57  
dont il faut encore déduire le montant dont s'est accru notre passif  
par la conversion de la dette, soit : ..... 800,146 86

laissant un excédant du passif sur l'actif, pour cette année, de..... 25,030,376.71  
Si l'on compare ce chiffre avec celui de l'excé-  
dant du passif sur l'actif, au 30 juin 1897,  
s'élevant, comme ci-dessus indiqué, à..... 25,491,658 16  
Moins le montant dont s'est accrue le passif à  
cette date, par la conversion de la dette..... 625,651.42  
24,866,006 74

on trouvera que, durant l'année financière terminée le 30 juin  
dernier, cet excédant ne s'est accru que de.....\$ 164,369 97

Cet excédant se décompose comme suit :

Travaux publics, extraordinaires.....\$ 50,683 70  
Fonds de construction du Palais de Justice d'Ayl-  
mer (capital remboursé)..... 20,451 69  
Fonds de construction du Palais de Justice de Hull  
(capital remboursé)..... 1,829 12  
Construction du Q. M. O. & O. (idem)..... 2,360 90  
\$75,325 41

Plus : le déficit entre le revenu ordi-  
naire et la dépense ordinaire,—y  
compris le coût du rachat des  
obligations de l'émission de  
1880, et l'achat de Bons inscrits,  
(inscribed stock) pour fonds d'a-  
mortissement..... \$187,030 33

Moins : les \$87,307.99 dont la dette consolidée a été diminuée par le rachat des obligations ci-dessus, et les \$10,677.78 dont l'actif applicable au fonds d'amortissement s'est accru, comme sus-indiqué;—ces deux montants pris sur le revenu ordinaire de l'année et l'ayant diminué d'autant, —s'élèvent à.....

97,985 77

89,044 56

164,369 97

### COMPARAISON ENTRE LE BUDGET DE 1897-98 ET LE RESULTAT OBTENU.

#### BUDGET DE LA RECETTE.

Les estimés du budget des recettes ordinaires pour 1897-98, étaient de.....\$ 4,116,199 42

A ce montant il faut ajouter celui perçu par les shérifs et les percepteurs du revenu, et ensuite déboursé comme frais de perception, tel qu'énoncé aux comptes publics..... 63,592 33

\$ 4,179,791 75

Les recettes ordinaires se sont élevées à..... 4,177,656 35

Laissant une balance en moins, de..... \$ 2,135 40

Ainsi, quoique la recette des différentes sources de revenu ait différé considérablement, soit en plus, soit en moins, de l'estimation budgétaire, comme on le verra ci-après, elle n'arrive définitivement qu'à une différence de \$2,135,40, en moins.

#### BUDGET DE LA DÉPENSE, 1897-98.

D'après le budget de mon prédécesseur, les dépenses ordinaires pour 1897-98 devaient être de..... \$1,042,900 02



|   |                |
|---|----------------|
| A ce montant il faut ajouter les déboursés des shérifs et des percepteurs du revenu, à même leurs perceptions, inclus dans la dépenses, tel qu'il appert aux comptes publics et dont il n'a pas été tenu compte dans le budget..... | 63,592 33      |
|   | <hr/>          |
|   | \$4,106,492 35 |
| Or, la dépense ordinaire, pour cette année, 1897-98, a été de.....  | 4,364,686 68   |
|   | <hr/>          |
| Laissant une différence en plus, de.....  | \$ 258,194 33  |
|   | <hr/>          |

Ce surcroît de dépenses a été presque entièrement le résultat de la législation ou de l'action de nos prédécesseurs, entraînant des dépenses additionnelles à celles qui avaient été prévues, et pour lesquelles il n'avait été pourvu aucun revenu.

C'est ainsi qu'il nous a fallu payer, au delà des prévisions budgétaires, les sommes suivantes :

|   |              |
|---|--------------|
| Surcroît d'intérêt sur la dette publique.....   | \$ 66,555 50 |
| Coût des valises pour les membres.....  | 2,872 15     |
| Augmentation dans le montant des salaires pour la réorganisation des départements.....                              | 8,099 36     |
| Contingents additionnels, occasionnés par cette réorganisation.....   | 5,200 00     |
| Payé à La Caisse d'Economie par arrêté en Conseil du 20 mai 1897.   | 7,679 98     |
| Salaires des sténographes officiels.....  | 7,227 99     |
| Instruction Publique, par l'acte 60 Vict., ch. 3.....   | 50,000 00    |
| Ursulines de Roberval, par acte 60 Vict.....  | 2,498 17     |
| Association des Cantons de l'Est, par acte 60 Vict.....   | 5,000 00     |
| Exposition de Montréal.....   | 13,000 00    |
| Société d'agriculture de Richmond, par budget supplémentaire, confirmant arrêté en Conseil du 14 novembre 1896..... | 2,000 00     |
| Primes d'assurances sur édifices publics.....   | 12,432 12    |
| Hospice des aliénés protestants, en vertu de l'acte 59 Vict.: ch. 5..   | 8,325 00     |
| Révision du Code de Procédure Civile.....   | 6,652 33     |
| Séquestre du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.....   | 7,282 38     |
| Frais de l'arbitrage Whelan.....  | 1,343 47     |
| Réclamations pour ponts en fer.....   | 447 97       |

---

|  |               |
|--|---------------|
| Transcription des registres, à Montréal-ouest, par arrêté en Conseil<br>du 20 mai, 1897..... | 4,116 00      |
| Total.....   | \$ 210,732 42 |

---

L'on voit donc que nous avons été forcés de dépenser, à cause des engagements contractés par le gouvernement qui nous a précédés, au-delà de ses prévisions budgétaires, une somme de..... \$210,732 42

En déduisant cette somme du montant que je viens d'indiquer comme différence entre le budget de mon prédécesseur pour 1897-98 et notre dépense dans cette même année, soit..... 258,194 33

---

Il ne reste qu'un écart de..... \$ 47,461 91

---

Mon prédécesseur, sans tenir compte de ces dépenses de surcroît imposées par son gouvernement et qu'il aurait été obligé de solder, avait prévu pour cette année 1897-98, un surplus de.. \$ 73,299 40

Mais, en soldant le surcroît de dépense que je viens d'indiquer, soit..... 210,732 42

---

Il convertissait, inévitablement, son prétendu surplus en un déficit de \$ 137,433 02

---

Maintenant, si l'on met en ligne de compte la recette que nous avons réalisée, durant cette année 1897-98, soit :..... \$4,177,656 35

Avec la dépense indiquée dans le budget de mon prédécesseur, soit : \$4,106,492 35

---

Nous aurions obtenu un surplus de..... \$ 71,164 00  
au lieu du déficit occasionné par les dépenses imprévues qu'il nous a léguées.

---

Mon prédécesseur avait estimé le paiement des intérêts sur le fonds des débentures du Palais de Justice d'Aylmer à \$1,574.00. Ces débentures ont été rachetées durant l'année. Le montant total de ce paiement, en principal et intérêts, s'est élevé à \$20,451.69.

Une autre somme de \$1,829.12 fut aussi payée à la corporation de Hull, pour la balance de la perception des timbres judiciaires, jusqu'au 28 février 1898, en à compte de la taxe du Palais de Justice du district d'Ottawa.

### COMPARISON DES COMPTES DE 1896-97 ET 1897-98.

Les comptes public de l'année financière qui s'est terminée le 30 juin 1898, démontrent que les recettes et les dépenses ordinaires, pour cette année, y compris le montant reçu sur la taxe des subsides de chemin de fer, ont été comme suit :

|                          |                |
|--------------------------|----------------|
| Recettes ordinaires..... | \$4,177,656 35 |
| Dépenses ordinaires..... | 4,364,686 68   |

---

Laissant un déficit de..... \$ 187,030 33

D'un autre côté, les recettes et les dépenses ordinaires pour l'année précédente (1896-97) établies sur les mêmes bases, furent comme suit :

|                          |                |
|--------------------------|----------------|
| Recettes ordinaires..... | \$3,874,966 22 |
| Dépenses ordinaires..... | 4,685,450 42   |

---

Déficit ..... \$ 810,484 20

Le déficit de l'année de 1896-97 était donc de..... \$ 810,484 20  
tandis que celui de 1897-98 est de ..... 187,030 33

---

ce qui constitue une amélioration de..... \$ 623,453 87  
dans l'exercice financier de cette seule année.

Cette amélioration déjà accomplie dans l'exercice de notre première année financière est due à des réductions importantes, faites dans la plupart des branches du service public, et au maintien du revenu au niveau des prévisions budgétaires, grâce à la diligence que le gouvernement a mise à le percevoir.

DÉTAIL COMPARÉ DES RECETTES ET DES DÉPENSES DE 1897-98  
AVEC CELLES DE 1896-97.

RECETTES :—

|   |                |
|---|----------------|
| Le montant total des recettes ordinaires de 1897-98, y compris la taxe sur les subsides de chemins de fer, est, comme je viens de l'indiquer, de..... | \$4,177,656 35 |
| Celui de 1896-97 était de.....  | 3,874,966 22   |

Augmentation de la recette de 1897-98 sur celle de 1896-97 \$ 302,690 13

Les services qui ont contribué à cette augmentation sont :—

|   |                      |
|---|----------------------|
| Terres, Forêts, Pêcheries et Mines.....                       | \$ 215,021 93        |
| Taxes directes sur les corporations commerciales.....         | 59,908 33            |
| Asiles d'aliénés, contributions.....                          | 56,329 91            |
| Ecole de réforme et d'industrie.....                          | 35,463 12            |
| Licences.....   | 28,867 41            |
| Arrérages de taxes de manufacture et de commerce.....         | 19,452 97            |
| Puissance du Canada, intérêt sur les fonds en fidéi-commis... | 9,229 78             |
| Timbres judiciaires.....                                      | 5,063 60             |
| Timbres d'enregistrement.....                                 | 2,548 05             |
| Honoraires judiciaires.....                                   | 6,988 58             |
| Palais de Justice de Montréal.....                            | 3,031 91             |
| Gardiens des prisons de Québec et de Montréal.....            | 1,200 00             |
| Percentage sur les salaires des officiers publics.....        | 1,878 24             |
| Intérêt sur le prix de vente du Q. M. O. et O.....            | 1,438 27             |
| Intérêt sur prêt et dépôts.....                               | 4,895 58             |
| Taxe sur les subsides de chemins de fer.....                  | 1,353 68             |
| Autres services.....  | 2,220 02             |
|   | <b>\$ 454,891 38</b> |

Les services dont les recettes ont diminué, en 1897-98 sur 1896-97, sont :—

|   |             |
|---|-------------|
| Taxes sur les mutations de propriété..... | \$72,801 18 |
|---|-------------|

|   |           |                     |
|---|-----------|---------------------|
| Taxes sur les successions.....                                | 65,986 46 |                     |
| Fonds de bâties et de jurés.....                              | 4,132 02  |                     |
| Entretien des prisonniers.....                                | 4,630 78  |                     |
| Prison de Montréal.....                                       | 1,368 92  |                     |
| Arrérages de taxes directes sur certaines per-<br>sonnes..... | 2,127 56  |                     |
| Autre services.....   | 1,154 33  |                     |
|   |           | <hr/> \$ 152,201 25 |

Laissant une augmentation, en 1897-98, de..... \$ 302,690 13

DÉPENSES ORDINAIRES:

Le montant total de la dépense ordinaire, en 1897-98, est de.. \$4,364,686 68  
Celui de 1896-97 fut de..... 4,685,450 42

Faisant une diminution de dépenses, pour 1897-98, sur 1896-  
97, de..... \$ 320,763 74

Les services où la dépense en 1897-98 a été diminuée, sur  
1896-97 sont les suivants:—

|   |                      |
|---|----------------------|
| Législation.....  | \$ 77,713 22         |
| Administration de la Justice.....                             | 44,286 12            |
| Agriculture, colonisation et immigration... ..                | 97,218 78            |
| Travaux et édifices publics, ordinaires.....                  | 38,300 03            |
| Asiles d'aliénés et charités.....                             | 19,241 02            |
| Dépenses diverses.....  | 105,489 39           |
| Frais de perception de la taxe des subsides de chemin de fer. | 8,355 22             |
|   | <hr/> \$ 390,603 78. |

Les services où la dépense a été plus élevée, sont :

|                           |                    |
|---------------------------|--------------------|
| La dette publique.....    | \$ 40,302 87       |
| Gouvernement civil.....   | 5,337 17           |
| Instruction Publique..... | 24,200 00          |
|                           | <hr/> \$ 69,840 04 |

---

Donnant une diminution de la dépense de 1897-98 sur  
1896-97 de ..... \$ 320,763 74

Ces tableaux peuvent se résumer comme suit :—

|   |              |
|---|--------------|
| Augmentation du revenu en 1898 sur 1897. ....   | \$302,690 13 |
| Reduction dans la dépense en 1898 sur 1897..... | 320,763 74   |

---

Total de l'augmentation du revenu et des reductions de dépenses, en  
1897-98 ..... \$623,453 87

Notre situation financière s'est donc améliorée d'autant.

Ce resultat d'une première année d'administration démontre que nous avons fidèlement mis à effet la politique de prudence et d'économie promise durant la période électorale, et que nous nous acheminons aussi sûrement que le permet l'état de nos finances, vers l'équilibre définitif et durable.

Les diminutions dans les dépenses imputables au capital sont comme suit :—

Les paiements pour subsidies de chemins de fer, durant l'année 1897-98 ont été de \$1,143,572.99 moins élevés que l'année précédente.

Les paiements sur la réclamation pour construction du Q. M. O. & O. ont été de \$4,256.88 moins élevés qu'en 1896-97.

La balance des subsidies de chemins de fer autorisés par statuts, mais non encore gagnés au 30 juin 1898, est de \$925,682.84.

Le montant remboursé des dépôts de garantie, durant l'année 1897-98 a été de \$143,715.76 moins élevé que durant l'année 1896-97.

La balance de ces dépôts, au 30 juin 1898, était de \$132,702.49.

---

Le chiffre considérable des réductions opérées dans la dépense ordinaire, en 1897-98 requiert quelques explications, quant aux détails, que la Chambre me permettra de lui donner aussi brièvement que possible,

Les services dont les dépenses ordinaires ont diminué, en 1897-98 sur 1896-97, sont, comme je viens de l'indiquer, les suivants :

LEGISLATION :—DIMINUTION..... \$77,713 22

Il faudrait encore ajouter au chiffre  
de cette diminution de dépenses  
les sommes suivantes, encour-  
rues en 1896-97 et soldées en  
1897-98 :

|  |            |                   |
|--|------------|-------------------|
| Reliquats de salaires échus en 1896-97 et soldés en 1897-98.....                     | \$2,134 00 |                   |
| Fournitures de bureaux, achetées et livrées en 1896-97, mais soldées en 1897-98..... | 5,102 10   |                   |
| Valises pour députés achetées et livrées en 1896-97, mais soldées en 1897-98.....    | 2,108 00   |                   |
|  |            | <u>\$9,344 10</u> |

Diminution réelle de 1897-98 sur 1896-97..... \$87,057 32

Il faudra bien encore, pour les fins de la compari-  
son, déduire l'indemnité de quatre députés non  
élus en 1896-97 et dont 1897-98 est chargé.... 3,200 00

Ce qui ferait une différence, entre 1896-97 et 97-98 de \$90,257 32

Mais, afin que cette comparaison se fasse sur les  
mêmes bases pour chaque année, il est juste de  
déduire la différence entre les frais d'élection  
et de révision des listes électorales des deux  
années, soit..... 83,390 32

Il resterait donc encore une diminution de..... \$ 6,867 00

à l'avantage de 1897-98 sur 1896-97, dans les  
dépenses ordinaires de législation, si l'on attri-  
buait à chaque année la dépense qui lui est  
propre.

Administration de la justice : (diminution)..... \$ 44,286 12  
se décomposant comme suit:—

**DIMINUTION :**

|  |             |
|--|-------------|
| Salaires des shérifs, protonotaires, etc.....  | \$22,200 37 |
| Poursuites criminelles.....                    | 88 29       |
| Dépenses contingentes des shérifs.....         | 16,310 45   |
| Salaires des greffiers de la Couronne et de la |             |
| Paix.....                                      | 448 05      |
| Interprètes des cours.....                     | 375 00      |
| Médecins des prisons.....                      | 241 04      |
| Dépenses diverses.....                         | 13,662 43   |
| Prisons et écoles de réforme.....              | 728 74      |
|  | <hr/>       |
|  | \$54,054 37 |

**AUGMENTATION :**

|                                     |              |
|-------------------------------------|--------------|
| Fonds de bâties et des jurés.....   | \$ 1,457 76  |
| Salaires et dépenses des Coroners.. | 479 72       |
| Salaires et dépenses des Magistrats |              |
| de district. ....                   | 611 14       |
| Transcription.....                  | 444 00       |
| Transcription au bureau d'enre-     |              |
| gistrement de Montréal-Est..        | 4,222 00     |
| Police.....                         | 1,533 83     |
| Inspection des bureaux publics..... | 819 80       |
|                                     | <hr/>        |
|                                     | \$ 9,768 25. |

Formant une diminution, en 1897-98, sur 1896-97, de..... \$ 44,286 12.

Agriculture, Colonisation et Immigration, (diminution)..... \$ 97,218 78.

Cette diminution considérable de 1897-98 sur 1896-97 s'explique par le fait que le gouvernement précédent, pour des motifs que je ne veux pas rappeler ici, augmenta, dans cette année 1896-97, la dépense, au compte de l'Agriculture, de la Colonisation et de l'Immigration, dans des proportions anormales, comme on pourra le constater par les chiffres suivants :



|  |               |
|--|---------------|
| En 1895-96, sous le gouvernement Taillon, cette dépense n'avait été que de ..... | \$ 286,814 00 |
| En 1897-98, l'administration actuelle dépensa .....                              | 307,476 00    |
| Différence en plus, pour 1897-98 : .....   | \$ 20,662 00  |

C'était la dépense normale et ordinaire, telle qu'indiquée, du reste, dans le budget préparé par mon prédécesseur, pour cette année 1897-98. Nous avons même dépassé le chiffre du budget de ces \$20,662.00, à cause du surcroît de dépense occasionné pour l'encouragement de l'amélioration des routes municipales, et autres objets utiles.

Le gouvernement Taillon avait indiqué, dans son budget de 1896-97, la somme de..... \$ 251,800 00

Mais son successeur, l'honorable M. Flynn, crut devoir, dans les circonstances toutes spéciales où il se trouvait, excéder cette dépense autorisée en la portant à..... 404,695 00

Dépassant ainsi les crédits votés par cette Chambre de..... \$ 152,895 00

Et, cet excès de dépenses était tellement irrégulier et anormal, que, dès la même année, il en réduisait le crédit, dans son budget pour 1897-98, au taux normal, soit..... \$ 288,800 00

Nous avons cru devoir obéir au désir de cette Chambre, en ne dépassant le crédit qu'elle nous avait voté que d'une faible somme, pour pourvoir à cette encouragement des chemins municipaux, dont le public a déjà manifesté sa haute appréciation.

TRAVAUX ET EDIFICES PUBLICS, ordinaires, diminution..... \$38,300 03  
se décomposant comme suit :

DIMINUTION :

Loyers, réparations, etc..... \$24,016 70  
Inspections, services, etc..... 14,982 22

|  |                   |
|--|-------------------|
| Réparations et loyers des cours de justice et<br>prisons ..... | 11,733 23         |
|  | <hr/> \$50,732 15 |

**AUGMENTATION :**

|   |                         |
|---|-------------------------|
| Assurances des palais de justice et prisons, non<br>prévues dans les estimés..... | 12,432 12               |
| Diminution de 1897-98 sur 1896-97.....  | <hr/> \$38,300 03 <hr/> |
| ASILES D'ALIÉNÉS ET CHARITÉS, (diminution).....                                   | \$ 19,241 02            |
| DEPENSES DIVERSES, (diminution).....  | \$ 105,489 39           |

Il y a eu, sous ce chef, en 1897-98, sur 1896-97 une diminution dans les services suivants :—

**DIMINUTION !**

|   |                    |
|---|--------------------|
| Dépense diverses, en général .....                                    | \$ 9,786 34        |
| Département du département des Terres de la<br>Couronne et Mines..... | 32,420 24          |
| Timbres, licences, etc.....   | 13,958 66          |
| Dépenses en rapport avec l'Arbitrage.....                             | 6,581 81           |
| Révision du Code de Procédure Civile.....                             | 11,847 67          |
| Octroi à l'Institut Vaccinogène .....                                 | 364 95             |
| <i>Gazette Officielle</i> .....                                       | 848 02             |
| Hôpital pour les aliénés protestants.....                             | 11 80              |
| Commutation aux Iles de la Madeleine.....                             | 520 65             |
| Dépenses d'exploitation du Q. M. O. & O.....                          | 7,872 36           |
|   | <hr/> \$ 84,212 50 |

L'augmentation s'est produite dans les services suivants :

|  |             |
|--|-------------|
| Dépenses faites par les percepteurs<br>du revenu, à même leurs reve-<br>nus..... | \$ 2,026 56 |
|--|-------------|

|   |                    |
|---|--------------------|
| Pensions.....   | 1,200 41           |
| Pensions spéciales, Protonotaires à Québec.....         | 2,100 00           |
| Inspections de chemins de fer.....                      | 100 00             |
| Ecoles du soir.....                                     | 855 75             |
| Etablissements industriels.....                         | 447 06             |
| Salaires et dépenses de bureaux des registrateurs.....  | 2,265 31           |
| Séquestre du chemin de fer de la Baie des Chaleurs..... | 1,308 83           |
|   | <hr/> \$ 10,303 92 |

Diminution de.....\$ 73,908 58

Les octrois spéciaux, en 1896-97, furent les suivants :

|  |           |
|--|-----------|
| Couvent de Kildare.....  | \$ 200 00 |
| Monument Champlain.....  | 2,000 00  |
| Réimpression de l'ouvrage de Deschamps sur les municipalités.. | 4,500 00  |
| Réclamation des héritiers Amyot...                             | 4,000 00  |
| Secours accordés à des paroisses du comté de Portneuf.....     | 3,353 95  |
| Aide aux pêcheurs nécessiteux de Percé.....                    | 2,000 00  |
| Histoire du Droit canadien.....                                | 198 00    |
| Maison de refuge à Ste. Cunégonde.                             | 300 00    |
| Réclamation de Jos. Dussault,.....                             | 14,578 77 |
| do de la Cie Waterous....                                      | 2,178 15  |
| Indemnité à Mde Rioux.....                                     | 296 44    |
| Fonds de secours aux Indiens.....                              | 4,000 00  |

---

\$ 37,605 31

En 1897-98, les octrois suivants :

**Chemins** maritime dans le comté de Gaspé... \$1,824 50

Officier spécial sur la côte

|                        |          |            |
|------------------------|----------|------------|
| nord.....              | 1,200 00 |            |
| Belmont Retreat.....   | 500 00   |            |
| Monument National..... | 2,500 00 |            |
|                        |          | \$6,024 50 |

La diminution, sous le chef des octrois spéciaux est

de..... \$ 31,580 81

Et la diminution totale des dépenses diverses, durant

l'année 1897-98, sur 1896-97, est de..... \$105,489 39

TRAVAUX et EDIFICES PUBLICS, extraordinaires,  
(diminution) :

\$126,148 58

Cette diminution se décompose comme suit :

|  |             |
|--|-------------|
| Edifices du Parlement et alentours.....                              | \$ 3,427 65 |
| Construction et ameublement du Palais de Justice<br>de Montréal..... | 151,994 11  |
| Logement du géolier à Montréal.....                                  | 8,221 23    |
| Nouvelle prison de Montréal .....                                    | 2,784 60    |
| Palais de Justice et prison de Bryson.....                           | 179 70      |

\$166,607 29

AUGMENTATION :—

|   |            |
|---|------------|
| Palais de Justice et prison de Terrebonne   | \$2,422 00 |
| Palais de Justice et prison de Montmagny  | 3,000 00   |
| Palais de Justice et prison de Hull.....  | 1,918 21   |
| Palais de Justice et prison de Québec...  | 13,843 47  |
| Ecole Normale Jacques-Cartier.....  | 5,627 36   |
| Ponts détruits par les inondations .....  | 8,199 70   |
| Pont de la Grande Rivière.....  | 5,000 00   |
| Réclamations de MM. Maquet et Lafon-<br>taine, en rapport avec les ponts<br>en fer..... | 447 97     |

\$ 40,458 71

\$126,148 58

Les services dont les dépenses ont augmenté, en 1897-98, sont les suivants :—

DETTE PUBLIQUE :..... \$ 40,302 87

*Intérêt sur la dette publique.*

Sous ce chef, la comparaison entre 1897-98 et 1896-97 est  
comme ci-dessous indiquée :—

**AUGMENTATION :**

|  |               |
|--|---------------|
| Emprunt de 1897.....   | \$ 40,800 00  |
| Fonds inscrits (inscribed stock) comme résul-<br>tat de la conversion de la dette..... | 104,350 50    |
| Emprunts et dépôts temporaires .....   | 17,188 43     |
|  | <hr/>         |
|  | \$ 162,338 93 |

**DIMINUTION :**

|                      |               |
|----------------------|---------------|
| Emprunt de 1874..... | \$ 1,113 01   |
| do 1876.....         | 1,260 00      |
| do 1878.....         | 2,116 81      |
| do 1880.....         | 4,450 77      |
| do 1882.....         | 8,115 19      |
| do 1894.....         | 314 69        |
| do 1896.....         | 103,189 41    |
|                      | <hr/>         |
|                      | \$ 120,559 88 |

|   |              |
|---|--------------|
| Augmentation de l'intérêt.....            | \$ 41,779 05 |
| Rachat (augmentation).....                | 2,627 99     |
| Fonds d'Amortissement (augmentation)..... | 10,677 78    |
|   | <hr/>        |
|   | 55,084 82    |
| Frais d'Administration (diminution).....  | 14,781 95    |
|   | <hr/>        |

L'augmentation de la dette publique, en 1897-

98, est donc de..... \$ 40,302 87

GOUVERNEMENT CIVIL..... \$ 5,337 17

La création du Département de la Colonisation  
et des Mines, ainsi que certaines augmen-  
tations de salaires, faites, pour la plupart,  
par le gouvernement précédent, ont produit  
une augmentation des dépenses au montant \$ 6,112 45

Mais d'un autre côté, il y a une diminution des  
dépenses contingentes, de..... 775 28

Ce qui laisse une augmentation de..... \$ 5,337 17

INSTRUCTION PUBLIQUE..... \$ 24,200 00

L'augmentation se décompose comme suit :

Ecoles élémentaires, en vertu de 60 Vic. chap. 3.. \$ 26,000 00

Académie de la Pointe Claire..... 1,000 00

\$ 27,000 00

DIMINUTION :—

Ecole de Lennoxville..... \$2,000 00

Musée d'histoire naturelle..... 500 00

Archives Canadiennes..... 300 00

2,800 00

\$24,200 00

## L'ANNÉE COURANTE

L'état des recettes et des paiements jusqu'au 18 janvier courant (1899), qui vient d'être soumis à cette chambre, démontrera que la dépense a été faite dans les limites normales et dans la mesure d'une stricte économie. On y verra, en outre, qu'à l'exception des déboursés pour les asiles d'aliénés, pour lesquels un crédit additionnel de \$45,000.00 est demandé dans le budget supplémentaire, tant à cause de la hausse du tarif établi avec l'asile St. Jean de Dieu, en vertu du contrat passé sous l'autorité de l'arrêté en Conseil No. 119 du 24 Février 1897, qu'à cause de l'augmentation du nombre des internés dans les asiles généralement, et sauf le paiement de certains déboursés imprévus et incontrôlables, pour lesquels il n'est pas pourvu dans le budget de l'année, il n'y a pas lieu d'anticiper que les

estimés seront dépassés. En compensation de cette dépense imprévue, il est probable que les charges de la dette publique seront moins élevées que l'estimation qui en a été faite et qu'il y aura une épargne dans d'autres services.

Le revenu des premiers six mois a été proportionné aux estimés, à l'exception des intérêts sur les fonds en fidéicomis, dont une partie a été retenue par le gouvernement du Canada, pour compenser l'intérêt sur toute balance possible, qui pourra s'établir contre Québec, dans le règlement de comptes par le bureau d'Arbitrage.

Nous avons protesté contre la retenue de ce montant, en prétendant qu'il devait nous être payé et que la Province de Québec serait prête à en solder la balance, si balance il y a, à l'époque du règlement final.

Il est possible que quelques unes des sources de revenu ne produisent pas un montant égal à celui indiqué dans le budget, mais nous nous attendons à ce que ces diminutions, si elles se produisent, seront compensées par un surcroît de revenu, provenant d'autres sources.

#### BUDGET DE L'ANNÉE 1899-1900.

Je vais maintenant soumettre l'estimation des recettes et des dépenses pour l'année 1899-1900. Il a été soigneusement préparé, d'après les informations obtenues des différents départements. On verra que dans le budget des recettes, j'ai continué à placer le plein montant de l'intérêt sur les fonds en fidéicomis, dont je viens de parler, et qui échéreront durant l'année, en notre faveur, contre le gouvernement fédéral. J'ai l'espoir qu'avant la fin de cette année (1899-1900), nos comptes seront réglés et qu'il n'existera plus de prétexte pour empêcher que ces intérêts ne soient payés intégralement.

J'ai, cette année, inauguré un changement dans le budget des recettes provenant des licences, l'estimation en ayant été faite pour le montant total du revenu que l'on s'attendait à percevoir de cette source, au lieu de la recette pure et simple, déduction faite des frais de perception, comme cela s'est pratiqué jusqu'aujourd'hui.

D'un autre côté, je me suis décidé d'imputer au budget de la dépense l'estimation du montant de ces déboursés et d'en demander l'approbation par un vote de la Chambre, afin que ces déboursés puissent être faits par mandat, comme

---

toutes les autres dépenses, et que les pièces justificatives en soient soumises à l'Auditeur de la province, pratique qui ne s'est pas observée par le passé et qui me paraît indispensable au contrôle efficace des deniers publics.

La dépense au compte des intérêts et des charges de la dette Publique qui sont estimés pour l'année 1899-1900 à la somme de \$1,570,411.54, n'est pas contrôlable.

Dans les autres services les estimations ont été faites dans toutes les conditions d'économie compatibles avec l'efficacité de l'administration des affaires de la province et l'avancement de ses intérêts réels, et c'est notre intention de restreindre strictement la dépense dans les limites indiquées au budget.



## ETAT E.

## RECETTES PROBABLES, 1899-1900.

## PUISSANCE DU CANADA :

|   |              |                     |
|---|--------------|---------------------|
| Subsides en vertu de l'acte de l'A. B. du N. ....                   | \$939,252 80 |                     |
| Intérêts sur fonds en fidéi-commis. ....                            | 71,885 94    |                     |
| Subside spécial, 47 Vict., chap. 4. ....                            | 127,460 68   |                     |
| Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Vict., chap. 8. .... | 119,700 00   |                     |
|   |              | <u>1,277,799 42</u> |

## INTÉRÊTS :

|   |            |                   |
|---|------------|-------------------|
| Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O. .... | 300,000 00 |                   |
| Intérêts sur prêts et dépôts. ....                            | 10,000 00  |                   |
|   |            | <u>310,000 00</u> |

TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES. .... 1,050,000 00

MINES. .... 10,000 00

## ADMINISTRATION DE LA JUSTICE :

|  |            |                       |
|--|------------|-----------------------|
| Timbres judiciaires. ....  | 195,000 00 |                       |
| Honoraires judiciaires. ....   | 14,000 00  |                       |
| Fonds de bâties et des jurés (Revenu brut). ....                                     | 25,000 00  |                       |
| Entretien des prisonniers. ....  | 10,000 00  |                       |
| Gardes des prisons de Montréal et Québec. ....                                       | 4,000 00   |                       |
| Amendes. ....  | 200 00     |                       |
| Prison de Montréal. ....   | 3,000 00   |                       |
| Autres prisons—Gain des prisonniers. ....  | 200 00     |                       |
| Palais de Justice de Montréal. ....  | 4,000 00   |                       |
| Honoraires du grand connétable, Québec. ....   | 500 00     |                       |
|  |            | <u>255,900 00</u>     |
| Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés). .... | 65,080 00  |                       |
| Licences. (Revenu brut). ....  | 675,000 00 |                       |
| Taxes directes sur les corporations commerciales. ....                               | 160,000 00 |                       |
| Droits sur successions. ....   | 225,000 00 |                       |
| Commissions sur honoraires d'officiers publics. ....                                 | 8,000 00   |                       |
| do sur renouvellement d'hypothèques. ....  | 200 00     |                       |
| Entretien des aliénés. ....  | 67,000 00  |                       |
| do des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme. ....                      | 28,000 00  |                       |
| Législation. ....  | 8,000 00   |                       |
| Gazette Officielle. ....   | 22,000 00  |                       |
| Loyers d'édifices publics. ....  | 1,000 00   |                       |
| Revenu casuel. ....  | 5,600 00   |                       |
| Compagnies d'Assurances Provinciales, contributions. ....                            | 400 00     |                       |
| Contributions aux pensions, service civil. ....                                      | 5,000 00   |                       |
| Prime, escompte et change. ....  | 1,000 00   |                       |
|  |            | <u>4,174,899 42</u>   |
| Taxes sur les subventions de chemin de fer. ....                                     | 30,000 00  |                       |
|  |            | <u>\$4,204,899 42</u> |

## ÉTAT F.

## DEPENSES PROBABLES 1899-1900.

|   | \$          | cts. |
|---|-------------|------|
| Dette publique .....  | 1,570,411   | 54   |
| Législation .....   | 192,894     | 70   |
| Gouvernement civil .....  | 269,776     | 19   |
| Administration de la justice, etc. ....                           | 536,710     | 00   |
| Instruction publique, etc. ....                                   | 432,560     | 00   |
| Travaux et édifices publics .....                                 | 108,402     | 79   |
| Agriculture .....   | 172,650     | 00   |
| Terres, Forêts & Pêcheries .....                                  | 129,000     | 00   |
| Colonisation & Mines, etc. ....                                   | 133,250     | 00   |
| Asiles des aliénés, Ecoles de réforme, etc. ....                  | 419,400     | 00   |
| Institutions de bienfaisance .....                                | 44,675      | 75   |
| Services divers .....   | 146,025     | 00   |
|   | 4,155,755   | 97   |
| Travaux et édifices publics—Extraordinaires .....                 | 22,090      | 00   |
|   | 4,177,765   | 97   |
| Remboursement de dépôts de garantie de chemin de fer. ....        | \$ 33,072   | 12   |
| Subventions de chemins de fer et chemin de fer Q. M. O. & O. .... | 413,749     | 34   |
|   | 446,812     | 46   |
|   | \$4,624,568 | 43   |

ETAT G.

ETAT APPROXIMATIF du passif et de l'actif de la Province de Québec au 30 juin, 1898.

PASSIF.

|  |                 |               |
|--|-----------------|---------------|
| Dette consolidée telle qu'existant avant la conversion.....  | \$33,483,694 67 |               |
| Augmentation du capital par conversion.....  | 890,146 86      |               |
|  |                 | 34,283,841 53 |
| Emprunt temporaire.....  |                 | 700,000 00    |
| Dépôts en fidéi-commis.....  |                 | 334,003 97    |
| Dépôts des compagnies de chemin de fer—pour paiement des intérêts garantis des obligations.....                          |                 | 132,702 49    |
| Mandats impayés.....   |                 | 191,639 36    |
| Subventions en argent des chemins de fer, autorisées mais non encore dues.....   | \$365,709 67    |               |
| Subventions en terres des chemins de fer converties en argent, à 52½ cts. per acre, autorisées mais non encore dues..... | 559,973 17      |               |
|  |                 | 925,682 84    |
| Perte sur dépôt à la Banque d'Echange.....   |                 | 25,218 75     |
| Obligations du Palais de Justice de Québec.....  |                 | 200,000 00    |

ACTIF.

\$36,793,068 94

|   |              |                 |
|---|--------------|-----------------|
| Partie du prix de ch. de fer Q.M.O. & O. déposé en banque   | \$353,390 00 |                 |
| do do placé en \$29,000 d'obligations de la province de Québec, emprunt de 1878, achetée à 109%     | 31,610 00    |                 |
| do do placé en obligations du palais de justice de Québec.....                                      | 200,000 00   |                 |
| do do placé en obligations de la cité de Québec.....  | 15,000 00    |                 |
| Balance non payée du prix du chemin de fer Q. M. O. & O.  | 7,000,000 00 |                 |
| Fonds inscrits de 3%.....   | 10,677 78    |                 |
| Allocations de chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral, 47 Victoria, chapitre 8.....             | 2,394,000 00 |                 |
| Argent en banque.....   | 490,663 59   |                 |
| Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété.....             | 5,391,11     |                 |
| Réclamation <i>in re</i> feu l'honorable Thomas McGreevy.....                                       | 100,000 00   |                 |
| Avances à divers.....   | 161,832 89   |                 |
| Palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 25, et 48 Victoria, chapitre 16..... | 200,000 00   |                 |
|   |              | 10,962,565 37   |
| Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1898.....   |              | \$25,830,523 57 |

Voici la comparaison entre l'état ci-haut et l'état de l'actif et du passif, au 30 juin 1897.

Excédant du passif sur l'actif, au 30 juin 1897..... \$25,491,658 16

L'Augmentation du passif se décompose

comme suit :—

Fonds en fidéicommiss ..... \$46,964 50

Dette consolidée, en vertu de la conver-

sion..... 174,495 44

\$ 221,459 94

La Diminution du passif se decom-  
pose comme suit :

Dette consolidée, comme résultat

du rachat d'obligations à même

le revenu de l'année..... \$ 87,307 99

Dépôts de garantie de chemins de

fer..... 237,471 86

Subsides de chemins de fer..... 196,284 24

Mandats non payés..... 251,617 72

\$ 772,681 81

551,221 87

\$ 24,940,436 29

AUGMENTATION DE L'ACTIF :

Fonds inscrits 3 pour cent en fonds d'amortisse-

ment..... 10,677 78

DIMINUTION DE L'ACTIF :

Argent en main..... 900,765 06

890,087 28

Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1898..... \$25,830,523 57

Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1897... \$25,491,658 16

do du passif sur l'actif au 30 juin 1898... 25,830,523 57

---



---

|  |              |
|--|--------------|
| AUGMENTATION DU PASSIF.....  | \$338,865 41 |
| Augmentation du capital de la dette consolidée,<br>par suite de la conversion..... | 174,495 44   |
|  | <hr/>        |
|  | \$164,369 97 |

Cette somme se décompose comme suit :—

|  |             |
|--|-------------|
| Travaux et édifices publics (ordinaire).....   | \$50,683 70 |
| Palais de Justice d'Aylmer.....  | 20,451 69   |
| do do d'Ottawa .....   | 1,829 12    |
| Construction du Q. M. O. & O.....  | 2,360 90    |
| Déficit entre la dépense et la re-<br>cette ordinaire, y compris le<br>rachat des débentures de<br>1880 et l'achat de fonds ins-<br>crits pour pourvoir au fonds<br>d'amortissement..... | 187,030,33  |
|  | <hr/>       |
|  | 75,325 41   |

Dont il faut déduire la somme  
de \$87,307.99 dont la  
dette consolidée a été di-  
minuée, et celle de \$10,-  
677.78 dont le fonds d'a-  
mortissement a été aug-  
menté; ces deux montants  
étant pris à même la re-  
cette ordinaire..... \$ 97,985 77

|       |              |               |
|-------|--------------|---------------|
| <hr/> | \$ 89,044 56 | \$ 164,369 97 |
|-------|--------------|---------------|

### DETTE CONSOLIDÉE.

|   |                  |
|---|------------------|
| La dette consolidée était, au 30 juin 1897, de..... | \$ 34,196,654 08 |
| Au 30 juin 1898, elle s'élevait à.....              | 34,283,841 53    |

---

|  |              |
|--|--------------|
| L'augmentation de la dette consolidée pendant l'année<br>1897-98, est donc de..... | \$ 87,187 45 |
|--|--------------|

Cette augmentation se décompose comme suit :

|  |                               |
|--|-------------------------------|
| Fonds inscrits 3070, émis pour la conversion |                               |
| de \$646,220.01.....                         | \$ 820,715 45                 |
| Dont il faut déduire :                       |                               |
| Rachat à même le revenu des                  |                               |
| obligations de l'emprunt                     |                               |
| 1880 .....                                   | \$ 87,307 99                  |
| Débetures de différents em-                  |                               |
| prunts, rachetées par la                     |                               |
| conversion de la dette.....                  | 646,220 01                    |
|  | <hr/>                         |
|  | \$ 733,528 00    \$ 87,187 45 |

La somme de \$10,677.78 a été, durant l'année, investie dans les fonds d'amortissement, ce qui l'élève à la somme de \$10,004,677.78. Ce fonds, imputé en déduction de la dette consolidée, réduit celle-ci à \$24,279,163.75.

#### DETTE FLOTTANTE.

Au 30 juin 1898, la dette flottante se composait comme suit :—

|   |               |
|---|---------------|
| Emprunts temporaires.....                                 | \$ 700,000 00 |
| Fonds en fidéi-commis.....                                | 334,003 97    |
| Dépôts de garantie des Compagnies de chemin de fer.....   | 132,702 49    |
| Mandats non payés.....                                    | 191,639 36    |
| Subsides de chemin de fer, accordés, mais non gagnés..... | 925,682 84    |
| Perte sur le dépôt à la Banque d'Echange.....             | 25,218 75     |

Formant la somme de..... \$ 2,309,247 41

De ce montant il faut déduire les sommes suivantes :

|   |              |
|---|--------------|
| Argent en banque.....                             | \$490,663 59 |
| Réclamations contre différentes personnes et cer- |              |
| taines corporations, pour prêts et avances,       |              |
| au montant de.....                                | 277,224 00   |
|   | <hr/>        |
|   | 767,887 59   |

Le montant de la dette flottante est  
donc de..... \$1,541,359 82

Avant de terminer ce chapitre de la dette publique, je désirerais attirer l'attention de la Chambre sur le surcroît dont notre revenu a été grevé par suite de l'augmentation de l'intérêt et de l'imposition de certaines charges.

Pendant la dernière année financière, l'intérêt seul s'est élevé à \$1,476,558.36 montant qui dépasse de plus de \$200,000 les subsides et l'intérêt sur les fonds en fidéi-commis reçus de la Puissance, tandis que la dépense totale au compte de la dette fondée, y compris le fonds d'amortissement, les rachats et les charges, s'élève à \$1,591,177.63, qui durent être payées à même le revenu de \$4,177,656.35. Il ne restait donc qu'une balance de \$2,586,478.72 pour solder toutes les dépenses des autres services de l'administration. On doit se rappeler que nos revenus, en règle générale, n'augmentent pas proportionnellement à la multiplicité des demandes que le gouvernement reçoit pour les fins de l'éducation, de l'administration de de la justice, de l'agriculture et de la colonisation; et cela, à cause de l'accroissement du chiffre de la population. Le subside que nous recevons est un montant déterminé. On ne peut s'attendre à une augmentation sensible, si elle a lieu, du revenu provenant des Terres de la Couronne, et, quant au revenu dérivant des licences, il varie suivant le nombre de permis que les municipalités se décident à accorder.

Dans ces circonstances, le Gouvernement pourrait difficilement se justifier d'augmenter la dette publique.

Le montant payé en argent, pour subsides de chemins de fer était,

|   |                 |
|---|-----------------|
| au 30 juin 1898, de .....   | \$12,033,544 16 |
| Le coût du Q. M. O. & O. déduction faite du prix de vente et de l'octroi par la puissance, de l'aide à sa construction, est de... | 3,962,319 73    |

---

Montant payé en argent.....\$15,995,863 89

A ce montant il faut ajouter l'escompte et les frais de la vente des débetures émises pour solder ces paiements, savoir: au moins \$2,000,000.00, portant à \$18,000,000.00 la somme dont la dette consolidée a été augmentée pour subventions aux chemins de fer, et la province est encore responsable pour plus de \$900,000.00 de subsides non encore gagnés.

La Chambre jugera par ces chiffres si, pour le moment, nous pouvons, sans péril, engager d'avantage le credit de la Province.

## CONVERSION DE LA DETTE EN VERTU DE L'ACTE 60 Vict., chap. 2.

Dans le cours de l'année financière 1897-98, la Banque de Montreal, en vertu du contrat approuvé par arrêté en Conseil, en date du 17 avril 1897, a opéré la conversion des débentures de la province, dont suit l'énumération :—

|   |              |              |
|---|--------------|--------------|
| Emprunt de 1874.....  | \$51,586 67  |              |
| do 1876.....  | 58,400 00    |              |
| do 1878.....  | 144,000 00   |              |
| de 1880.....  | 21,900 00    |              |
| do 1882, Québec.....  | 273,000 00   |              |
| do 1894.....  | 97,333 34    |              |
|   |              | <hr/>        |
|   |              | \$646,220 01 |
| Le montant de la prime payée sur ces débentures était de.....         | 92,456,27    |              |
|   |              | <hr/>        |
|   |              | \$738,676 28 |
| L'escompte sur les fonds inscrits (inscribed stock) s'élevait à.....  | 82,039 17    |              |
|   |              | <hr/>        |
| Montant de l'émission de fonds inscrits 3 pour cent (inscribed stock) | \$820,715 45 |              |

Le capital de la dette a donc augmenté, pendant l'année, de la somme de \$174,495.44.

Au 30 juin 1898, la somme totale dont la conversion avait

été opérée, était de..... \$ 3,371,553 35

Pour le rachat de laquelle, des fonds inscrits 3 per cent.

(inscribed stock) ont été émis au montant de..... 4,171,700 20

Augmentation du capital de la dette..... \$ 800,146 85

L'intérêt annuel sur ces \$3,371,553 35 de débentures converties, était ordinairement de ..... \$ 140,241 50

L'intérêt annuel sur ces \$4,171,700 20 de

fonds inscrits, résultat de la conversion,

est de..... \$ 123,151 00



|   |           |               |
|---|-----------|---------------|
| Le fonds d'amortissement annuel, nécessaire<br>pour le rachat des \$800,146 85 d'aug-<br>mentation du capital de la dette, pen-<br>dant 40 ans, est de..... | 10,611 82 |               |
|   | —————     | \$ 135,762 82 |

|   |             |
|---|-------------|
| A la date de la maturité des débentures originaires, l'écono-<br>mie annuelle, aura été de..... | \$ 4,478 68 |
|---|-------------|

En regard de cette économie annuelle, il faut mettre la commutation des frais de timbres sur ces \$4,171,700 20, s'élevant à la somme de \$26,123 15.

Pendant les premiers six mois de la présente année fiscale, jusqu'au 31 décembre 1898, la conversion de la dette s'est opéré plus rapidement qu'aupara-  
vant. Le montant de débentures convertis pendant cette période est de \$3,571,-  
790.63, remplacé par une somme de \$4,399,887.50 de fonds inscrits, à 3 pour  
cent. De sorte que le montant total des débentures convertis jusqu'à l'époque  
actuelle est de \$6,943,343.98, remplacé par \$8,571,587.70 de fonds inscrits à 3 pour  
cent. —Comme conséquence, le capital de la dette consolidée a été jusqu'ici  
augmenté de \$1,628,243.72 par l'effet de la conversion.

### L'ARBITRAGE

La question de l'arbitrage qui se poursuit depuis 1893, entre les gouverne-  
ments d'Ottawa, d'Ontario et de Québec, en vue du règlement final de leurs  
comptes, est d'une telle importance, au point de vue de nos intérêts financiers, que  
j'ai cru devoir, cette année, vous faire, en aussi peu de mots que possible, un histo-  
rique de différentes réclamations contestées au sujet desquelles les gouvernements  
ont différé, et qui ont été soumises à la décision des arbitres. Ces décisions ont  
été nombreuses, et les parties en cause ont accepté la plupart d'entre elles ; mais  
il en est d'autres, au sujet desquelles il a été interjeté appel à la Cour Suprême et  
au Conseil Privé, avec des résultats variés, comme on le constatera ci-après.

J'ai voulu, dans cet exposé, donner une relation des différents incidents qui se  
sont produits durant l'arbitrage, suffisamment détaillée, pour mettre la Chambre  
parfaitement au fait de cette importante question ; et je me fais un devoir de

déclarer ici que la tâche m'a été beaucoup facilitée par la collaboration de M. Machin, l'assistant-trésorier, dont les longs travaux et les recherches minutieuses, l'ont rendu exceptionnellement compétent dans la matière.

#### ANNUITÉS DES SAUVAGES DES LACS HURON ET SUPÉRIEUR.

Le 7 janvier 1898, les arbitres rendirent une décision dans la cause de la Puissance contre Ontario et Québec, représentant conjointement la vieille province du Canada, pour un surcroît d'annuités aux sauvages des lacs Huron et Supérieur, payable sous l'empire des traités Robinson, de 1850, par lesquels des territoires d'une vaste étendue furent concédés par les sauvages à la province du Canada; lesquels territoires se trouvent dans les limites actuelles de la province d'Ontario. La considération de ces cessions de territoires fut un montant d'argent payé, lors de la signature des traités, et certaines annuités stipulées payables aux membres des différentes tribus. Ces traités stipulaient en outre que " si les territoires cédés produisaient, à une époque future, un montant qui put permettre au gouvernement de la province du Canada, sans encourir une perte, d'augmenter les annuités, elles seraient ainsi augmentées de temps à autre, pourvu que la somme payée à chaque individu n'excède celle d'un louis courant (\$4.00), ou toute autre somme qu'il plaira à Sa Gracieuse Majesté d'ordonner, "

Les annuités fixes furent capitalisées, à l'époque de la Confédération, et incluses dans la dette de la province du Canada. Aucune réclamation pour augmentation d'annuités ne fut faite avant 1875, époque à laquelle elles donnèrent lieu à une correspondance entre les gouvernements d'Ottawa et d'Ontario, Québec n'étant pas alors considéré comme intéressé.

Ces réclamations étaient au nombre des sujets que l'on était convenu de soumettre à la présente commission d'arbitrage, et, le 5 octobre 1893, le gouvernement d'Ottawa produisit sa réclamation, au nom des sauvages, contre l'ancienne province du Canada, pour une augmentation d'annuités, avec intérêt depuis la date des traités jusqu'à la Confédération, et contre la province d'Ontario, pour les annuités accrues et les intérêts, depuis la date de la confédération.

Cette cause fut plaidée très longuement, en novembre 1894, et le 13 février 1895, les arbitres rendirent une décision à l'effet que les sauvages avaient droit à l'accroissement d'annuités pour toute année durant laquelle les territoires auraient produit un montant qui aurait pu permettre au gouvernement de les payer, sans

encourir une perte ; que cette redevance avant la Confédération était une dette de la province du Canada, pour laquelle Ontario et Québec sont conjointement responsables, et que la province d'Ontario était responsable pour tout accroissement d'annuités payables après la Confédération.

Ontario appela de cette décision à la Cour Suprême et demanda qu'il fut déclaré que le gouvernement de la Puissance était seul responsable pour les accroissements d'annuités, ou que si Ontario en était tenu responsable, cette responsabilité serait subie conjointement avec Québec, et non séparément.

La province de Québec comparut à l'appel et plaida que la décision des arbitres devait être maintenue, parceque ces annuités sont une charge des territoires cédés, et que, comme Ontario en avait reçu tous les revenus depuis la Confédération, il ne serait pas juste d'appeler Québec à payer une partie des accroissements d'annuités après la Confédération.

La Cour Suprême décida en faveur de la province d'Ontario que cette charge n'existait pas sur les territoires, deux des cinq juges étant cependant d'opinion que cet appel devait être renvoyé et la décision des arbitres maintenue,

Les gouvernements de la Puissance et de Québec appelèrent au Conseil Privé du jugement de la Cour Suprême, mais ce tribunal renvoya l'appel et maintint le jugement.

En janvier 1897, le gouvernement d'Ottawa produisit sa réclamation pour l'accroissement des annuités des sauvages, subséquentes à la Confédération, contre les provinces d'Ontario et de Québec, conjointement. La cause fut plaidée devant les arbitres, en novembre 1897, et ceux-ci rendirent leur décision le 7 janvier 1898, comme suit :

“ Qu'en constatant et en déterminant la dette de la province du Canada, “ mentionnée dans la 112ème clause de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord “ de 1867, l'obligation subsidiaire de la Puissance du Canada de payer l'accroisse- “ ment d'annuités mentionnées dans les traités Robinson des 7 et 9 septembre “ 1850, ainsi que tout accroissement d'annuités qui sont devenues dues aux sau- “ vages, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 31 décembre 1892 inclusivement “ seront mis en ligne de compte et compris dans cette dette.”

L'honorable juge en chef, Sir L. N. Casault, en terminant ses remarques sur la décision des arbitres, disait : " M. Hall, pour la province de Québec, a de nouveau fait allusion à la question d'équité. Il n'y a aucun doute que la position que l'on a faite à la province de Québec est pénible, puisqu'elle est condamnée à payer une part d'annuités qui sera déterminée par le surcroît de profits dont l'Ontario bénéficiera des terrains dont elle est devenue propriétaire par l'acte de Confédération. Je dois dire que j'aurais favorisé ce point de vue, comme base de notre première décision ; mais les autres arbitres en ont jugé autrement, et je ne me suis pas déclaré dissident. Après avoir décidé contre la province d'Ontario sur la question de droit, et notre décision ayant été renversée sur un appel, je n'ai pas cru que nous pourrions convenablement renverser la décision des Cours d'appel, en adoptant une autre base pour maintenir notre première décision ou refuser au gouvernement de la Puissance un recours que la loi lui accorde clairement."

Et, dans ses conclusions, l'honorable juge Burbridge disait : " La province de Québec a prétendu que ce fardeau doit être placé sur les épaules d'Ontario seul. Comme question de droit, cette prétention n'est pas fondée. Il a été décidé que la province d'Ontario prend les territoires cédés, libre de toute obligation individuelle de porter ce fardeau, et cela règle la question. Mais on a appuyé sur le point que nous ne sommes tenus de décider aucune des questions qui nous sont soumises, d'après les règles strictes du droit, que nous pouvions baser nos décisions sur les principes de l'équité, et l'on nous demande, comme question d'équité et de bonne foi, d'exempter la province de Québec de toute participation dans ce fardeau. Quant à cela, je ne puis que répéter ce que j'ai dit dans une circonstance antérieure, que, considéré comme une transaction isolée, il me paraît injuste et inéquitable que Québec doive supporter une part quelconque du fardeau, pendant qu'Ontario reçoit tous les avantages provenant de ce vaste territoire, avec ses immenses perspectives de revenus. Mais la transaction n'est pas isolée, elle forme partie d'une convention compliquée, dont les parties elles-mêmes ont réglé les conditions, et qui, comme ensemble, doit être considérée juste et équitable."

Le gouvernement de cette province, sur avis légal, appela de cette décision à la Cour Suprême, prétendant que la province ne doit être condamnée à supporter aucune part du fardeau des accroissements d'annuités ; que, durant près de 30 années, la Puissance et le gouvernement d'Ontario ont reconnu que la province de

Québec n'avait aucun intérêt dans cette question, et cette interprétation fut invoquée par Québec comme exacte ; qu'aux termes des traités, le gouvernement de Québec n'était tenu qu'au paiement des accroissements d'annuités, lorsqu'elle pourrait le faire sans encourir de perte, et que, comme Ontario reçoit tous les revenus de ces territoires, plus ces revenus s'accroîtront, plus Québec sera en perte. La province de Québec prétendit aussi qu'en droit, l'obligation qui a pu prendre naissance après la Confédération de payer ces augmentations d'annuités, n'était pas une dette de la province du Canada, à l'époque de la Confédération.

Cet appel fut renvoyé, et il ne fut pas jugé opportun d'encourir les dépenses d'un appel au Conseil Privé, vu le jugement antérieur de ce tribunal.

Il reste maintenant à déterminer à quelle époque l'excédant des revenus sur les dépenses encourues, dans ces territoires, donne aux sauvages le droit de réclamer cet accroissement, et jusqu'à quel montant ils peuvent fixer cette réclamation. Avant la Confédération il s'est trouvé peu d'années, si toutefois il s'en est trouvé, où les revenus excédèrent les dépenses, mais depuis la Confédération, la province d'Ontario a retiré des revenus très considérables des forêts et autres sources de produits. Il est à désirer qu'elle soit en état d'établir une dépense également élevée.

J'ai pensé qu'il serait utile de donner à cette Chambre, une histoire complète de cette question, parcequ'elle est très importante pour notre province. Elle implique, en effet, non seulement la réclamation formulée par le gouvernement de la Puissance, pour arriérages des accroissements d'annuités, depuis 1850 jusqu'en 1892, mais toute réclamation subséquente, pour ces accroissements d'annuités, dont la part a été fixée par la décision des arbitres et des Cours à peu près les quatre neuvièmes, tant et aussi longtemps que les tribus existeront.

La réclamation de la Puissance pour ces accroissements d'annuités, jusqu'en décembre 1892, avec intérêt, s'élève à la somme de \$536,306 ; mais il y a lieu d'espérer, d'après les statistiques fournies par la province d'Ontario, sur ses dépenses, dans ces territoires, que ce montant sera, d'après la décision des arbitres, considérablement réduit. Il ne faut pas oublier, toutefois, que le nombre des individus dans ces tribus, paraît plutôt augmenter que diminuer.

Il est malheureux pour cette province que les arbitres n'aient pas jugé convenable de rendre leur première décision d'après l'équité, ce qui aurait été tout à fait dans les limites de leurs pouvoirs, car dans ce cas, cette province aurait été sou-

lagée d'un fardeau dont l'imposition, je ne puis m'exempter de le déclarer, est injusté. C'était réellement le but des traités que les bénéficiaires des revenus des territoires cédés subiraient le fardeau des accroissements d'annuités. Or, Québec n'a aucune participation dans ces revenus, et cependant n'en est pas moins tenu au paiement d'une part des annuités, à même le produit des taxes imposées à sa population et de ce qu'elle retire de ses terres publiques, dont pas un seul acre n'est compris dans les territoires cédés par les sauvages à la province du Canada, tandis qu'une forte étendue de la province d'Ontario est composée des territoires acquis des sauvages par l'ancienne province du Canada après l'Union de 1840, en vertu de traités.

Les statistiques données par la province d'Ontario établissent que, lors de la Confédération, le territoire d'Ontario comprenait dans ces limites 37,443,000 acres non encore vendues de ces terrains cédés par les sauvages des lacs Huron et Supérieur, en vertu des traités Robinson, et que les perceptions d'Ontario, depuis la Confédération jusqu'au 31 décembre 1892, sur le prix de ces terrains, se sont élevées à \$6,444,642.00, tandis que, par les mêmes statistiques, Ontario prétend avoir dépensé, durant la même période, pour le compte de ces territoires, un montant de \$2,676,428.00, donnant un reliquat complet de \$3,768,214.00. Au 31 décembre 1892 il restait encore une étendue de 36,333,000 acres non encore vendus, appartenant à Ontario.

En face de ces faits, nous ne pouvons nous empêcher de croire que, puisque les plus hauts tribunaux ont décidé qu'au point de vue légal, la province de Québec est contrainte à subir une perte sèche, proportionnée aux énormes gains d'Ontario, il est malheureux pour cette province que les arbitres, comme ils en avaient le droit, n'aient pas rendu leur décision, au point de vue de l'équité.

#### FONDS DES ÉCOLES COMMUNES.

Des jugements furent rendus en cour Suprême, en juin dernier, renvoyant les appels d'Ontario et de Québec d'une partie de la décision des arbitres rendue le 6 février 1896, sur la question du fonds des écoles communes, à laquelle j'ai fait allusion dans mon discours sur le budget, l'année dernière. L'effet de ce jugement est de maintenir la décision des arbitres. Par conséquent les intérêts de la province de Québec dans ce fonds sont confirmés, en même temps le transport par les arbi-

tres de 1870 à "l'Upper Canada Improvement Fund" de la somme de \$124,685.18 à même le fonds détenu depuis la confédération par le gouvernement de la Puissance.

En examinant les comptes des ventes de terrains affectés à ce fonds des écoles communes, les comptables représentant la province de Québec constatèrent qu'il y avait été fait un grand nombre de remises aux acquéreurs de ces terrains, sans le consentement du gouvernement de notre province. Ces remises furent faites sous l'empire d'un acte d'Ontario, du 2 mars 1872, qui autorisait le lieutenant-gouverneur en conseil à réduire le prix de vente de tout terrain dépendant des territoires des écoles communes, dont la vente aurait eu lieu avant le 1er juillet, 1867, et l'autorisait, en outre, à faire des réductions d'arrérages d'intérêt sur le prix de ces terrains. Cet acte prescrivait, de plus, que ces réductions et ces remises ne seraient faites que proportionnellement et eu égard à la part de la province d'Ontario dans ces terrains et dans le prix des ventes qui en auraient été faites, sans aucunement affecter la part des intérêts de la province de Québec. Il y était en outre prescrit que ces réductions et ces remises seraient faites à même le fonds consolidé du revenu de la province d'Ontario, après paiement par l'acquéreur du montant total du prix de vente, avec intérêt.

Il fut découvert, par l'examen des livres tenus à cet effet, qu'au lieu d'avoir été payé à même le fonds consolidé d'Ontario, le montant total de ces réductions et de ces remises avait été déduit des réclamations contre ces acquéreurs, avant paiement de la balance. En conséquence, la province de Québec, prétendit devant les arbitres qu'Ontario devait rendre compte du plein montant de ces remises, excédant \$217,000 en tout, à titre d'argent reçu en à compte des ventes de terrains des écoles communes. La seconde décision des arbitres au sujet du fonds des écoles communes, en date du 6 mars 1896, comporte que "toute somme d'argent due en principal ou intérêts par tout acquéreur des dits terrains des écoles communes, dont la province d'Ontario aurait fait la remise à tel acquéreur, et que toute somme d'argent due en principal et intérêt par tout acquéreur des dits terrains, à l'époque où les lettres patentes pour tels terrains lui furent octroyées, qui n'aurait pas été collectée par la province, serait traitée, à tous égards, comme argent reçu par la province, en à compte du prix des terrains des écoles communes, à moins qu'il ne soit démontré par la province que ces remises ont été faites d'après les règles d'une administration juste et prudente de ces terrains et de ce fonds, ou qu'il y avait cause suffisante pour ne pas en exiger le paiement."

Une correspondance s'est échangée entre les aviseurs légaux d'Ontario et de Québec, quant à la méthode la plus expéditive de soumettre la question de ces remises aux arbitres pour obtenir leur décision sur la responsabilité d'Ontario à leur égard, et, à leur dernière réunion, tenue à Montréal, le 4 janvier 1899, les dits arbitres décidèrent qu'ils se réuniraient à Toronto, au commencement de mars prochain, où se trouvent, en la possession du gouvernement d'Ontario, tous les livres de comptes se rapportant à la vente des terrains des écoles communes, et les dossiers concernant les remises.

Les arbitres ont encore à décider la question de savoir si les bases du partage des revenus du fonds des écoles communes, depuis la Confédération, seront celles du recensement de 1861, ou celles de tout recensement décennal subséquent à cette période, ou encore si une autre base sera adoptée pour cette opération. Cette question fut plaidée devant les arbitres, lors de leur réunion.

#### LES COMPTES

Par une décision des arbitres, en date du 7 janvier 1898, la réclamation du gouvernement d'Ottawa contre les provinces pour les \$46,270.30, payées à R. H. McGreevey, \$12,875, payées à Charles Garth et \$2,947.41, payées à Ward & O'Leary, en rapport avec la construction des édifices publics à Ottawa, fut renvoyée.

D'après le rapport des comptes de l'ancienne province du Canada, une diversité d'opinion paraît avoir existé entre les représentants de la Puissance et ceux des provinces, sur les questions suivantes : 1. Quant à la question de savoir si l'intérêt doit être calculé sur les paiements et les versements intermédiaires, chaque six mois, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 1er janvier 1873, et déduits des subsides provinciaux, ou si ces intérêts ne doivent être calculés que sur le surplus de la dette, telle qu'établie au commencement de chaque semestre ; 2. Si les balances au crédit des comptes de la province du Canada, au 23 de mai 1873, doivent être portées au compte d'Ontario et de Québec, ou continuées dans l'ancien compte ; 3. Si l'intérêt doit être calculé sur le surcroît de la dette, du 1er janvier au 23 de mai 1873.

Par une décision des arbitres du 2 décembre 1898, les prétentions des provinces furent maintenues.



Il peut parattre que les procédés des arbitres se sont exceptionnellement prolongés ; mais il faut tenir compte de l'importance du travail accompli, et du nombre de questions compliquées que ces arbitres ont été appelés à décider. N'oublions pas, non plus, qu'un temps considérable a été employé en appels devant la Cour Suprême et le Conseil Privé.

Il y a maintenant lieu d'espérer que de nouveaux retards ne sont pas à appréhender, et que cette importante affaire dont le règlement dure depuis l'origine de la Confédération, sera bientôt terminée.

### CONCLUSION.

La Chambre me pardonnera les détails, peut être un peu fastidieux, dans lesquels je suis entré ; mais j'ai cru devoir lui exposer franchement et aussi clairement que possible la situation dans toute son exactitude, sans rien exagérer ni dissimuler, afin qu'elle puisse bien apprécier la politique que nous avons suivie jusqu'ici et que nous sommes déterminés à suivre, jusqu'à ce que le but que nous nous sommes proposés soit atteint.

Ce but nous a été indiqué par la voix populaire, si fortement accentuée durant la dernière période électorale. Nous avons reçu le mandat impératif d'équilibrer nos finances et d'interrompre l'accroissement anormal de la dette publique.

Cette tâche est difficile, pénible même ; mais avec la continuation du généreux et patriotique appui que la majorité de cette Chambre nous a si cordialement accordé jusqu'ici, nous ne désespérons pas de l'accomplir.

Déjà, dans les opérations d'une seule année, sans emprunter, sans taxes nouvelles, avec nos revenus ordinaires, nous avons pu réduire de \$623,000.00 le déficit de l'année précédente. C'est un début qui promet et qui nous fait espérer le complet succès dans un avenir prochain.

D'ici là, nous subirons l'impérieux devoir de presser vigoureusement la perception du revenu public et de limiter la dépense aux plus strictes nécessités du moment. Cela ne veut pas dire que nous refuserons notre appui

---

aux entreprises utiles et aux œuvres méritantes ; mais le devoir s'impose à nous d'éviter les largesses, — dirai-je les extravagances, — du passé dont les effets se font aujourd'hui si rudement sentir, en maintenant nos gratuités et nos bienfaits dans les limites de nos moyens. Pour dépasser ces limites, il nous faudrait de nouveaux emprunts et, par suite, de nouvelles taxes pour en solder les intérêts et les frais. C'est ce recours que nous voulons éviter, et nous l'éviterons, si la députation veut bien nous seconder.

---

## ETAT A.

| Année.       | Dépenses.      | Recettes.      | Déficit.       |
|--------------|----------------|----------------|----------------|
| 1889-90..... | \$4,969,489.68 | \$3,588,920.50 | \$1,380,569.18 |
| 1890-91..... | 5,195,049.43   | 3,750,813.34   | 1,444,236.09   |
| 1891-92..... | 5,236,768.62   | 3,494,117.60   | 1,742,651.02   |
| 1892-93..... | 4,492,106.21   | 4,467,278.21   | 24,828.00      |
| 1893-94..... | 4,550,629.50   | 4,320,427.22   | 230,202.28     |
| 1894-95..... | 4,506,633.31   | 4,343,971.65   | 162,661.66     |
| 1895-96..... | 4,415,268.52   | 4,359,594.91   | 55,673.61      |
| 1896-97..... | 4,907,281.71   | 3,923,238.70   | 984,043.01     |
| 1897-98..... | 4,449,045.48   | 4,236,015.14   | 213,030.34     |

Les montants, provenant de nouvelles sources de revenu créées en 1892, inclus dans les recettes, sont comme suit :

|              |              |
|--------------|--------------|
| 1892-93..... | \$493,591 75 |
| 1893-94..... | 518,406 11   |
| 1894-95..... | 487,398 45   |
| 1895-96..... | 444,856 02   |
| 1896-97..... | 318,200 22   |
| 1897-98..... | 196,737 99   |

## ETAT B.

1889-90

### DÉPENSES :

|   |                |                       |
|---|----------------|-----------------------|
| Dépenses ordinaires (y compris \$62,133 95 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)..... | \$3,881,672 95 |                       |
| Dépenses spéciales.....   | 818,583 51     |                       |
| Avances et paiements de fonds en fidéi-commis.....  | 14,163 98      |                       |
| Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer.....                                     | 255,069 24     |                       |
|   |                | <u>\$4,969,489 68</u> |

### RECETTES :

|  |                  |                       |
|--|------------------|-----------------------|
| Revenu ordinaire.....                                  | \$3,540,607 07   |                       |
| Recettes provenant de ventes de propriétés.....        | \$30,000 00      |                       |
| Dépôts de fonds en fidéi-commis, recettes sur avances. | 18,313 43        |                       |
|  | <u>48,313 43</u> |                       |
|  |                  | <u>3,588,920 50</u>   |
| Déficit.....   |                  | <u>\$1,380,569 18</u> |

1890-91

### DÉPENSES :

|  |                |                     |
|--|----------------|---------------------|
| Dépenses ordinaires (y compris \$64,970 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)..... | \$4,095,520 45 |                     |
| Dépenses spéciales.....  | 820,254 15     |                     |
| Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer.....                                  | 222,097 41     |                     |
| Avances et paiements de fonds en fidéi-commis.....   | 57,177 42      |                     |
|  |                | <u>5,195,049 43</u> |

### RECETTES :

|   |                   |                       |
|---|-------------------|-----------------------|
| Revenu ordinaire.....                                   | \$3,457,144 32    |                       |
| Dépôts de fonds en fidéi-commis et recettes sur avances | 15,149 02         |                       |
| Dépôts de garantie des chemins de fer.....              | 278,520 00        |                       |
|   | <u>293 669 02</u> |                       |
|   |                   | <u>3,750,813 34</u>   |
| Déficit.....  |                   | <u>\$1,444,236 09</u> |

| 1891-92   |                       |
|---|-----------------------|
| <b>DÉPENSES :</b>   |                       |
| Dépenses ordinaires (y compris \$68,121.16 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)..... | \$4,446,639 60        |
| Dépenses spéciales.....   | 551,041 88            |
| Palements de fonds en fidéi-commis.....   | 8,017 00              |
| Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer.....                                     | 231,070 14            |
|   | <u>\$5,236,768 62</u> |
| <b>RECETTES :</b>   |                       |
| Revenu ordinaire.....   | \$3,458,403 85        |
| Dépôts de fonds en fidéi-commis et recettes sur avances.....                                    | 19,723 87             |
| Fonds d'emprunts municipal.....   | 3,000 00              |
| Remboursements sur dépenses spéciales.....  | 5,870 38              |
| Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer.....                                      | 5,675 50              |
| Remboursement, chemin de fer Q. M. O. & O.  | 1,444 00              |
|   | <u>3,494,117 62</u>   |
| Déficit.....  | <u>\$1,742,651 02</u> |

| 1892-93   |                       |
|---|-----------------------|
| <b>DÉPENSES :</b>   |                       |
| Dépenses ordinaires (y compris \$71,053.33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)..... | \$3,952,258 75        |
| Dépenses extraordinaires (Edifices publics).....  | 238,264 10            |
| Palements sur dépôts en fidéi-commis.....   | 13,147 08             |
| Prêts aux victimes des ouragans.....  | 41,030 89             |
| Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer.....                                     | 240,405 39            |
|   | <u>\$4,492,106 21</u> |

|  |                       |
|--|-----------------------|
| <b>RECETTES :</b>                                    |                       |
| Revenu ordinaire.....                                | \$3,891,062 73        |
| do des nouvelles taxes.....                          | 493,591 75            |
|  | <u>\$4,384,654 48</u> |
| Recettes provenant de ventes de propriétés.....      | 7,116 00              |
| Dépôts de fonds en fidéi-commis.....                 | 15,770 37             |
| Recettes sur avances.....                            | 50,000 00             |
| do pour taxes sur subventions de chemins de fer..... | 9,737 36              |
|  | <u>82,623 73</u>      |
|  | <u>4,467,278 21</u>   |
| Déficit.....   | <u>\$24,828 00</u>    |

DÉPENSES :

1893-94.

|   |                |
|---|----------------|
| Dépenses ordinaires (y compris \$73,973.33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)..... | \$3,876,990 83 |
| Dépenses extraordinaires (Edifices publics).....  | 390,955 24     |
| Païement sur dépôts en fidéi-commis.....  | 13,081 78      |
| Emprunt—Sœurs de la Charité, Asile de Beauport.....   | 19,395 60      |
| Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer.....                                     | 250,117 25     |
| Fonds de remboursement des subventions de chemin de fer, frais.....                             | 88 80          |

RECETTES :

\$4,550,629 50

|                             |                       |
|-----------------------------|-----------------------|
| Revenu ordinaire.....       | \$3,740,322 45        |
| do des nouvelles taxes..... | 518,406 11            |
|                             | <u>\$4,258,728 56</u> |

|   |                     |
|---|---------------------|
| Recettes provenant de ventes de propriétés.....           | 1,805 05            |
| Dépôts de ventes en fidéi-commis                          | 10,161 13           |
| Recettes pour taxes sur subventions de chemin de fer..... | 49,732 48           |
|   | <u>61,698 66</u>    |
|   | <u>4,320,427 22</u> |

Déficit... .. \$ 230,202 28

DÉPENSES :

1894-95.

|   |                |
|---|----------------|
| Dépenses ordinaires (y compris \$77,866 66 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)..... | \$4,043,228 43 |
| Dépenses extraordinaires (Edifices publics).....  | 146,756 60     |
| Depenses <i>in re</i> vente de la propriété Château Ramezay.....                                | 5,742 41       |
| Païements sur dépôts en fidéi-commis.....   | 17,390 26      |
| Dépôts spécial <i>in re</i> confirmation du titre de propriété chemin de fer Q. M. O. et O..... | 5,550 00       |
| Emprunt—Sœurs de la Charité, Asile de Beauport.....   | 25,000 00      |
| Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer.....                                     | 260,223 01     |
| Fonds de remboursement des subventions de chemin de fer, frais                                  | 2,742 60       |

\$4,506,633 31

RECETTES :

|                             |                       |
|-----------------------------|-----------------------|
| Revenu ordinaire.....       | \$3,734,289 39        |
| do des nouvelles taxes..... | 487,398 45            |
|                             | <u>\$4,221,687 84</u> |

|  |                     |
|--|---------------------|
| Recettes provenant de ventes de propriétés (Château Ramezay)                                     | 100,340 28          |
| Dépôts de fonds en fidéi-commis  | 10,048 85           |
| Remboursement du dépôt <i>in re</i> confirmation du titre de propriété ch. de fer Q. M. O. et O. | 5,550 00            |
| Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer.   | 6,344 68            |
|  | <u>122,283 81</u>   |
|  | <u>4,343,971 65</u> |

Déficit..... \$ 162,661 66

| DÉPENSES :  |       | 1895-96.    |              |
|---|-------|-------------|--------------|
| Dépenses ordinaires (y compris \$80,786 67 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880). | ..... | \$4,041,221 | 66           |
| Dépenses extraordinaires (édifices publics).....  |       | 58,485      | 34           |
| Paievements sur dépôts en fidéi-commis.....   |       | 17,459      | 02           |
| Remboursements de dépôts de garantie de chemin de fer.....                                  |       | 268,241     | 39           |
| Taxes sur les subventions de chemins de fer :   |       |             |              |
| Frais de perception.....  |       | \$ 1,962    | 07           |
| Remboursements .....  |       | 27,899 04   | \$ 29,861 11 |

RECETTES : \$4,415,268 52

|   |                |           |    |
|---|----------------|-----------|----|
| Revenu ordinaire.....   | \$3,883,054 53 |           |    |
| do des nouvelles taxes...   | 444,856 02     |           |    |
|   |                | 4,327,910 | 55 |
| Dépôts de fonds en fidéi-commis .....   | 27,662 64      |           |    |
| Recettes pour taxes sur subventions de chemin de fer  | 3,285 62       |           |    |
| Rachat de l'emprunt de 1876, remboursement de la balance du montant tenu à Londres pour collocation | 736 10         | 31,684    | 36 |
|   |                | 4,359,594 | 91 |
| Déficit.....  |                | \$ 55,673 | 61 |

| DÉPENSES :   |  | 1896-97.    |    |
|--|--|-------------|----|
| Dépenses ordinaires (y compris \$84,680 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)..... |  | \$4,677,095 | 20 |
| Dépenses extraordinaires (édifices publics).....   |  | 176,832     | 28 |
| Achat de propriété.....  |  | 30,000      | 00 |
| Paievements sur dépôts en fidéi-commis.....  |  | 14,999      | 01 |
| Taxes sur les subventions de chemins de fer :  |  |             |    |
| Frais de perception.....   |  | \$413       | 17 |
| Remboursements.....  |  | 7,942       | 05 |
|  |  | 8,355       | 22 |

RECETTES : \$4,907,281 71

|   |                |            |    |
|---|----------------|------------|----|
| Revenu ordinaire.....                                 | \$3,556,602 96 |            |    |
| do des nouvelles taxes..                              | 318,200 22     |            |    |
|   |                | 3,874,803  | 18 |
| Vente de propriété....                                | 2,500 00       |            |    |
| Dépôts de fonds de fidéi-commis .....                 | 45,772 48      |            |    |
| Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer | 163 04         | 48,435     | 52 |
|   |                | 3,923,238  | 70 |
| Déficit.....  |                | \$ 984,043 | 01 |

1897-98.

DÉPENSES :

|  |                       |
|--|-----------------------|
| Dépenses ordinaires (y compris \$87,307 99 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880) ..... | \$4,364,686 68        |
| Dépenses extraordinaires (édifices publics) .....  | 50,683 70             |
| Palements sur dépôts en fidéi-commis.....  | 33,675 10             |
|  | <u>\$4,449,045 48</u> |

RECETTES :

|   |                     |                      |
|---|---------------------|----------------------|
| Revenu ordinaire.....                                 | \$3,979,401 64      |                      |
| do des nouvelles taxes ..                             | 196,737 99          |                      |
|   | <u>4,176,139 63</u> |                      |
| Dépôts de fonds en fidéi-commis.....                  | 58,358 79           |                      |
| Recettes pour taxes sur subventions de chemin de fer. | 1,516 72            |                      |
|   | <u>59,875 51</u>    |                      |
|   |                     | <u>4,236,015 14</u>  |
|   | Déficit.....        | <u>\$ 213,030 34</u> |



# ETAT C.

## RECETTES.

|   | 1893-94      | 1894-95      | 1895-96      | 1896-97      | 1897-98      |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|   | \$ c.        | \$ c.        | \$ c.        | \$ c.        | \$ c.        |
| Puissance du Canada.....  | 1,278,376 11 | 1,277,799 42 | 1,231,798 59 | 1,257,183 70 | 1,266,413 48 |
| Terres de la Couronne.....                                      | 905,163 96   | 866,032 10   | 1,045,310 19 | 879,893 26   | 1,087,042 52 |
| Terres, Forêts et Pêcheries.....                                |              |              |              |              | 7,872 67     |
| Mines.....  |              |              |              |              | 182,490 40   |
| Timbres judiciaires.....  | 184,245 00   | 187,314 60   | 186,278 50   | 177,426 80   | 66,423 95    |
| do d'enregistrement.....  | 29,545 95    | 64,054 02    | 61,338 51    | 63,875 90    | 23,433 81    |
| Fonds de bâtieses et des jurés.....                             | 24,596 46    | 41,579 26    | 23,828 40    | 27,565 83    | 16,642 96    |
| Honoraires judiciaires.....                                     | 11,495 70    | 12,166 84    | 14,329 34    | 9,654 38     | 8,121 18     |
| Municipalités—Pour l'entretien des prisonniers.....             | 8,122 71     | 9,322 05     | 11,322 06    | 12,751 96    | 5,155 79     |
| Palais de Justice de Montréal.....                              | 2,372 28     | 3,353 28     | 4,381 94     | 2,123 88     | 1,578 02     |
| Prison de Montréal.....   | 4,376 99     | 4,550 47     | 2,374 59     | 2,946 94     | 4,000 00     |
| Gardes des prisons de Montréal et Québec.....                   | 10,200 00    | 2,400 00     | 13,600 00    | 2,800 00     | 192 66       |
| Gain des prisonniers, prison de Québec.....                     | 186 60       | 192 15       | 42 01        | 140 75       |              |
| do do do Bedford.....   | 16 25        |              |              |              |              |
| do do do Terrebonne.....  |              | 20 00        |              |              |              |
| do do do Ste. Scholastique.....                                 |              |              |              |              | 13 60        |
| Ferme de la prison, Québec.....                                 |              |              | 10 00        |              |              |
| Amendes, Justice.....   | 340 40       | 130 40       | 147 50       | 246 60       | 136 50       |
| Honoraires du grand connétable, Québec.....                     | 456 03       | 541 22       | 413 41       | 540 29       | 683 10       |
| Licences.....   | 636,052 34   | 605,918 78   | 663,087 46   | 586,176 42   | 615,043 83   |
| Taxes directes sur les corporations commerciales.....           | 142,854 50   | 160,756 16   | 148,643 86   | 134,404 03   | 194,312 36   |
| do sur transports de propriétés.....                            | 246,860 50   | 185,870 70   | 184,254 50   | 74,856 99    | 2,055 81     |
| do directes sur certaines personnes.....                        | 15,293 70    | 17,059 29    | 17,507 67    | 3,507 74     | 1,380 18     |
| Licences de manufactures et de commerce.....                    | 106,428 45   | 121,932 96   | 79,728 52    | 10,393 77    | 29,846 74    |
| Droits sur successions.....                                     | 149,823 46   | 162,535 50   | 163,365 33   | 229,441 72   | 163,455 26   |
| Commission sur honoraires d'officiers publics.....              | 14,765 37    | 7,347 79     | 8,125 67     | 6,671 83     | 8,550 07     |
| do sur renouvellement d'hypothèques.....                        | 180 96       | 307 79       | 165 44       | 163 04       | 128 10       |
| Législation.....  | 8,236 27     | 6,068 59     | 11,491 51    | 8,391 39     | 8,780 12     |
| Asiles d'aliénés, contributions municipales.....                | 18,955 66    | 21,697 13    | 35,005 69    | 7,703 59     | 63,544 63    |
| do patients payants.....  | 407 49       | 151 15       | 78 00        | 1,638 98     | 2,127 85     |
| Ecole d'industrie et de réforme.....                            | 2,289 06     | 5,688 51     | 12,366 76    | 923 72       | 36,368 84    |
| Gazette Officielle de Québec.....                               | 20,774 41    | 21,835 47    | 23,182 60    | 21,637 58    | 20,958 55    |
| Revenu casuel.....  | 5,870 13     | 6,114 02     | 4,880 85     | 7,570 62     | 8,121 49     |
| Service civil, contributions pour pensions.....                 | 7,125 49     | 6,677 95     | 6,028 77     | 5,712 61     | 5,514 35     |
| Compagnies d'assurances provinciales—Dépenses d'inspection..... | 520 84       | 429 16       | 400 00       | 376 33       | 397 86       |

|   |               |               |              |               |              |
|---|---------------|---------------|--------------|---------------|--------------|
| Travaux et édifices publics, loyers .....   | 1,878 63      | 1,062 60      | 1,063 60     | 785 60        | 1,060 60     |
| Inspection des chemins de fer .....   | 516 00        | 516 00        | 492 00       | 204 60        | 72 00        |
| Intérêts sur prêts et dépôts .....  | 26,438 87     | 23,095 38     | 17,437 79    | 35,556 71     | 40,452 29    |
| Prime, escompte et change .....   | 7,046 19      | 3,940 36      | 29 00        | 2,141 15      | 2,916 72     |
| Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O. ....   | 369,622 58    | 368,327 96    | 333,057 98   | 299,395 07    | 300,833 34   |
| Remboursements .....  | 16,223 82     | 24,180 38     | 21,897 81    |               |              |
| Prêt aux incendiés de Québec .....  | 580 00        | 220 00        | 200 00       |               |              |
| Puissance du Canada, comptes généraux .....   | 489 40        | 489 40        | 244 70       |               |              |
| Ventes de propriétés à Montréal et Québec .....   | 4,258,728 56  | 4,221,687 84  | 4,327,910 55 | 3,874,803 18  | 4,176,139 63 |
|   | 1,805 05      | 100,340 28    |              | 2,500 00      |              |
| <b>FONDS EN FIDEL-COMMIS, REMBOURSEMENTS, ETC. :—</b>   |               |               |              |               |              |
| Remboursements sur avances .....  |               | 5,550 00      |              |               |              |
| Fonds de pensions des instituteurs .....  |               | 202 22        | 7,789 57     | 3,951 21      | 1,022 70     |
| Fonds d'amortissement de la cité de Hull .....  | 153 99        | 158 63        | 163 40       | 167 63        | 173 84       |
| do do do Pointe à Gatineau .....  |               | 100 00        | 100 00       | 100 00        | 100 00       |
| Conseil d'Agriculture .....   |               | 286 00        |              |               |              |
| Héritiers et succession F. E. Roy .....   |               | 1,584 00      | 880 50       | 884 50        | 886 10       |
| Fonds de licences de mariage .....  | 7,470 00      | 7,218 00      | 7,221 00     | 6,693 00      | 6,864 00     |
| Cautionnement des officiers publics .....   | 1,994 38      | 500 00        | 1,508 17     | 1,000 00      | 563 00       |
| Dépôt de la Cie d'Assurance St. Laurent .....   |               |               | 10,000 00    | 15,000 00     |              |
| Fonds du Palais de Justice d'Aylmer .....   | 42 76         |               |              | 17,976 14     |              |
| Dépôt re Julie Labbé .....  | 500 00        |               |              |               |              |
| Remboursements au fonds de subventions des chemins de fer .....   | 49,732 48     | 6,344 68      | 3,285 62     | 163 04        | 1,516 72     |
| Dépôts en vertu de l'acte 59 Vict., ch. 34 .....  |               |               |              |               | 5,000 00     |
| do do 61 do 39 .....  |               |               |              |               | 25,000 00    |
| Débitures du Palais de Justice de Hull, fonds d'amortissement .....                                       |               |               |              |               | 968 15       |
| Fonds de bâtisse et des jurés district de Rimouski, assurance sur le Palais de Justice et la Prison ..... |               |               |              |               | 17,781 00    |
| Emprunts temporaires .....  | 4,320,427 22  | 4,343,971 65  | 4,358,858 81 | 3,923,238 70  | 4,236,015 14 |
| Produit de l'emprunt 1893 .....   | 870,000 00    | 2,460,000 00  | 300,000 00   | 700,000 00    |              |
| do do 1894, (Londres) .....   | 3,860,073 34  |               |              |               |              |
| do do (Paris) .....   | 2,742,076 73  | 2,723 27      |              |               |              |
| Rachat emprunt 1876, remboursement .....  |               | 4,106,391 52  |              |               |              |
| Produit de l'emprunt de 1896 .....  |               |               | 736 10       |               |              |
| do do 1897 .....  |               |               | 2,044,000 00 | 1,124,200 00  |              |
| Produits de fonds inscrits émanés en consolidation de la dette .....                                      |               |               |              | 1,224,000 00  |              |
| En caisse au 1er juillet de chaque année .....  |               |               |              | 3,015,853 86  | 738,676 28   |
|   | 365,355 91    | 546,732 00    | 543,033 37   | 784,799 49    | 1,391,428 65 |
|   | 12,157,933 20 | 11,459,818 44 | 7,246,628 28 | 10,772,092 05 | 6,366,120 07 |

## ETAT D. DEPENSES.

|   | 1893-94        | 1894-95        | 1895-96        | 1896-97        | 1897-98        |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|   | \$ c.          | \$ c.          | \$ c.          | \$ c.          | \$ c.          |
| Dette publique.....   | \$1,437,932 67 | \$1,486,660 62 | \$1,497,429 99 | \$1,550,874 16 | \$1,591,177 03 |
| Législation.....  | 207,676 77     | 198,543 50     | 195,549 27     | 288,623 41     | 210,910 19     |
| Gouvernement civil.....   | 256,725 24     | 251,256 54     | 253,401 69     | 277,247 91     | 282,585 08     |
| Administration de la justice.....   | 548,038 05     | 608,327 29     | 568,544 28     | 662,665 77     | 618,379 65     |
| Instruction publique.....   | 380,760 00     | 383,726 45     | 382,759 76     | 410,060 00     | 434,260 00     |
| Agriculture, Colonisation<br>et Immigration.....  | 242,864 01     | 290,636 62     | 286,814 09     | 404,695 75     | 307,476 97     |
| Travaux et édifices publics :   |                |                |                |                |                |
| Ordinaires.....   | 101,037 86     | 110,257 32     | 97,544 64      | 165,783 76     | 127,483 73     |
| Extraordinaires.....  | 390,955 24     | 152,499 01     | 58,485 34      | 176,832 28     | 50,683 76      |
| Asiles et institutions de<br>bienfaisance.....  | 325,082 00     | 323,047 25     | 326,078 25     | 358,616 77     | 339,375 75     |
| Divers (y compris les paie-<br>ments faits par les offi-<br>ciers du revenu sur les<br>perceptions..... | 376,874 23     | 390,772 84     | 433,099 69     | 558,527 67     | 453,038 28     |
|   | 4,267,946 07   | 4,195,727 44   | 4,099,707 00   | 4,853,927 48   | 4,415,370 38   |
| Achat de propriété.....   |                |                |                | 30,000 00      |                |
| Remboursements de dépôts<br>de garantie de chemin<br>de fer.....  | 250,117 25     | 260,223 01     | 268,241 39     | 381,187 62     | 237,471 86     |
| Avances.....  | 19,395 60      | 30,550 00      |                |                |                |
| Fonds en fidéi-commis.....  | 13,081 78      | 17,390 26      | 17,459 02      | 14,999 01      | 33,675 10      |
| Fonds de remboursements<br>des subventions de che-<br>mins de fer, frais et<br>remboursements.....      | 88 80          | 2,742 60       | 29,861 11      | 8,355 22       |                |
|   | 4,550,629 50   | 4,506,633 31   | 4,415,268 52   | 5,288,469 33   | 4,686,517 34   |
| Subventions aux chemins de<br>fer et Q. M. O. & O....   | 975,426 69     | 854,519 92     | 250,186 59     | 1,346,475 01   | 198,645 14     |
|   | 5,526,056 19   | 5,361,153 23   | 4,665,455 11   | 6,634,944 34   | 4,885,162 48   |
| Remboursements d'em-<br>prunts temporaires.....   | 2,070,000 00   | 1,500,000 00   | 1,760,000 00   |                |                |
| Rachats de dette :  |                |                |                |                |                |
| Emprunt de 1891.....  | 3,860,000 00   |                |                |                |                |
| do 1893.....  |                | 4,106,461 00   |                |                |                |
| Partie de do 1874 et prime  |                |                |                |                | 56,048 90      |
| do do 1876 do   |                |                |                |                | 64,794 80      |
| do do 1878 do   |                |                |                |                | 163,584 00     |
| do do 1880 do   |                |                |                |                | 24,079 04      |
| do do 1882 do   |                |                |                |                | 322,849 80     |
| do do 1894 do   |                |                |                |                | 107,319 74     |
| do do 1896 do   |                |                |                | 3,015,853 86   |                |
|   | 11,456,056 19  | 10,967,614 23  | 6,425,455 11   | 9,650,798 20   | 5,623,838 76   |
| Ajoutez : Paiements de man-<br>dats impayés au 30 juin<br>1893, 1894, 1895, 1896,<br>1897.....          | 313,811 81     | 158,666 80     | 209,495 96     | 173,122 28     | 443,257 08     |
|   | 11,769,868 00  | 11,126,281 03  | 6,634,951 07   | 9,823,920 48   | 6,067,095 84   |
| Deduisiez : Mandats impayés<br>au 30 juin 1894, 1895,<br>1896, 1897, 1898.....                          | 158,666 80     | 209,495 96     | 173,122 28     | 443,257 08     | 191,639 36     |
|   | 11,611,201 20  | 10,916,785 07  | 6,461,828 79   | 9,380,663 40   | 5,875,456 48   |

## ETAT E.

### RECETTES PROBABLES, 1899-1900.

#### PUISSANCE DU CANADA :

|   |              |                     |
|---|--------------|---------------------|
| Subsides en vertu de l'acte de l'A. B. du N.....                  | \$959,252 80 |                     |
| Intérêts sur fonds en fidéi-commis.....                           | 71,385 94    |                     |
| Subside spécial, 47 Vict., chap. 4.....                           | 127,460 68   |                     |
| Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Vict., chap. 8.... | 119,700 00   |                     |
|   |              | <u>1,277,799 42</u> |

#### INTÉRÊTS :

|  |            |                   |
|--|------------|-------------------|
| Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O..... | 300,000 00 |                   |
| Intérêts sur prêts et dépôts.....                            | 10,000 00  |                   |
|  |            | <u>310,000 00</u> |

TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES..... 1,050,000 00

MINES..... 10,000 00

#### ADMINISTRATION DE LA JUSTICE :

|   |            |                       |
|---|------------|-----------------------|
| Timbres judiciaires.....  | 195,000 00 |                       |
| Honoraires judiciaires.....   | 14,000 00  |                       |
| Fonds de bâties et des jurés (Revenu brut).....                                     | 25,000 00  |                       |
| Entretien des prisonniers.....  | 10,000 00  |                       |
| Gardes des prisons de Montréal et Québec.....                                       | 4,000 00   |                       |
| Amendes.....  | 200 00     |                       |
| Prison de Montréal.....   | 3,000 00   |                       |
| Autres prisons—Gain des prisonniers.....  | 200 00     |                       |
| Palais de Justice de Montréal.....  | 4,000 00   |                       |
| Honoraires du grand connétable, Québec.....   | 500 00     |                       |
|   |            | <u>255,900 00</u>     |
| Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés)..... | 65,000 00  |                       |
| Licences. (Revenu brut).....  | 675,000 00 |                       |
| Taxes directes sur les corporations commerciales.....                               | 160,000 00 |                       |
| Droits sur successions.....   | 225,000 00 |                       |
| Commissions sur honoraires d'officiers publics.....                                 | 8,000 00   |                       |
| do sur renouvellement d'hypothèques.....  | 200 00     |                       |
| Entretien des aliénés.....  | 67,000 00  |                       |
| do des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme.....                      | 28,000 00  |                       |
| Législation.....  | 8,000 00   |                       |
| Gazette Officielle.....   | 22,000 00  |                       |
| Loyers d'édifices publics.....  | 1,000 00   |                       |
| Revenu casuel.....  | 5,600 00   |                       |
| Compagnies d'Assurances Provinciales, contributions.....                            | 400 00     |                       |
| Contributions aux pensions, service civil.....                                      | 5,000 00   |                       |
| Prime, escompts et change.....  | 1,000 00   |                       |
|   |            | <u>4,174,899 42</u>   |
| Taxes sur les subventions de chemin de fer.....                                     | 30,000 00  |                       |
|   |            | <u>\$4,204,899 42</u> |

---

ÉTAT F.  
DEPENSES PROBABLES 1899-1900.

---

|  | \$ cts.        |
|--|----------------|
| Dette publique .....   | 1,570,411 54   |
| Législation .....  | 192,894 70     |
| Gouvernement civil.....  | 269,776 19     |
| Administration de la justice, etc.....                           | 536,710 00     |
| Instruction publique, etc.....                                   | 432,560 00     |
| Travaux et édifices publics.....                                 | 108,402 79     |
| Agriculture.....   | 172,650 00     |
| Terres, Forêts & Pêcheries .....                                 | 129,000 00     |
| Colonisation & Mines, etc.....                                   | 133,250 00     |
| Asiles des aliénés, Ecoles de réforme, etc.....                  | 419,400 00     |
| Institutions de bienfaisance.....                                | 44,675 75      |
| Services divers .....  | 146,025 00     |
|  | <hr/>          |
|  | 4,155,755 97   |
| Travaux et édifices publics — Extraordinaires.....               | 22,000 00      |
|  | <hr/>          |
|  | 4,177,755 97   |
| Remboursement de dépôts de garantie de chemin de fer.....        | \$ 33,072 12   |
| Subventions de chemins de fer et chemin de fer Q. M. O. & O..... | 413,740 34     |
|  | <hr/>          |
|  | 446,812 46     |
|  | <hr/>          |
|  | \$4,624,568 43 |

**ETAT G.**

**ETAT APPROXIMATIF du passif et de l'actif de la Province de Québec au 30 juin, 1898.**

**PASSIF.**

|  |                 |                      |
|--|-----------------|----------------------|
| Dette consolidée telle qu'existant avant la conversion.....  | \$33,483,694 67 |                      |
| Augmentation du capital par conversion.....  | 800,146 86      |                      |
|  |                 | <u>34,283,841 53</u> |
| Emprunt temporaire.....  |                 | 700,000 00           |
| Dépôts en fidéi-commis.....  |                 | 334,003 97           |
| Dépôts des compagnies de chemin de fer—pour paiement des intérêts garantis des obligations.....                          |                 | 132,702 49           |
| Mandats impayés.....   |                 | 191,639 36           |
| Subventions en argent des chemins de fer, autorisées mais non encore dues.....   | \$365,709 67    |                      |
| Subventions en terres des chemins de fer converties en argent, à 52½ cts. per acre, autorisées mais non encore dues..... | 559,973 17      |                      |
|  |                 | <u>925,682 84</u>    |
| Perte sur dépôt à la Banque d'Echange.....   |                 | 25,218 75            |
| Obligations du Palais de Justice de Québec.....  |                 | <u>200,000 00</u>    |

**ACTIF.**

\$36,793,088 94

|   |              |                        |
|---|--------------|------------------------|
| Partie du prix de ch. de fer Q. M. O. & O. déposé en banque   | \$353,390 00 |                        |
| do do placé en \$29,000 d'obligations de la province de Québec, emprunt de 1878, achetée à 109%     | 31,610 00    |                        |
| do do placé en obligations du palais de justice de Québec.....                                      | 200,000 00   |                        |
| do do placé en obligations de la cité de Québec.....  | 15,000 00    |                        |
| Balance non payée du prix du chemin de fer Q. M. O. & O.  | 7,000,000 00 |                        |
|   |              | <u>7,600,000 00</u>    |
| Fonds inscrits de 3%.....   |              | 10,677 78              |
| Allocations de chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral, 47 Victoria, chapitre 8.....             |              | 2,394,000 00           |
| Argent en banque.....   |              | 490,663 59             |
| Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété.....             |              | 5,391,11               |
| Réclamation <i>in re</i> feu l'honorable Thomas McGreevy.....                                       |              | 100,000 00             |
| Avances à divers.....   |              | 161,832 89             |
| Palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16..... |              | <u>200,000 00</u>      |
|   |              | <u>10,962,565 37</u>   |
| Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1898.....   |              | <u>\$25,830,523 57</u> |

ETAT H.

OPÉRATIONS DE CAISSE, 1897-98.

Voici un état des opérations de caisse au cours de l'exercice 1897-98.

|  |           |    |              |
|--|-----------|----|--------------|
| Argent aux banques, le 30 juin 1897,             |           |    |              |
| étant pour le compte courant.....                | \$486,891 | 28 |              |
| Moins mandats non-payés.....                     | 443,257   | 08 |              |
|  |           |    | \$43,634 20  |
| Argent aux banques, au                           |           |    |              |
| 30 juin 1897, solde                              |           |    |              |
| du produit des em-                               |           |    |              |
| prunts de 1896 et                                |           |    |              |
| de 1897.....                                     | \$904,537 | 37 |              |
| A même quoi a été payé,                          |           |    |              |
| du 1er juillet 1897                              |           |    |              |
| au 30 juin 1898 :                                |           |    |              |
| Subvention aux che-                              |           |    |              |
| mins de fer.....                                 | 196,284   | 24 |              |
| Q. M. O. et O.....                               | 2,360     | 90 |              |
| Dépôts de garantie.....                          | 237,471   | 86 |              |
|  |           |    |              |
|  | 436,117   | 00 |              |
|  |           |    | 468,420 37   |
| Ce qui laisse un solde de.....                   |           |    | 512,054 57   |
| dont il a été disposé comme suit :               |           |    |              |
| Dépense totale, moins subventions aux chemins de |           |    |              |
| fer, Q. M. O. & O. Remboursement aux che-        |           |    |              |
| mins de fer de leurs dépôts de garantie, du 1er  |           |    |              |
| juillet 1897 au 30 juin 1898, lequel a été :     |           |    |              |
| Pour frais ordinaires .....                      | 4,364,686 | 68 |              |
| Pour frais extraordinaires.....                  | 50,683    | 70 |              |
| Dépôts en fidéicomis.....                        | 33,675    | 10 |              |
|  |           |    |              |
|  |           |    | 4,449,045 48 |
| Le revenu total du 1er juillet 1897 au 30 juin   |           |    |              |
| 1898, a été pour :                               |           |    |              |
| Le revenu ordinaire.....                         | 4,177,656 | 35 |              |
| Les dépôts en fidéicomis.....                    | 58,358    | 79 | 4,236,015 14 |
| Déficit.....                                     |           |    | 213,030 34   |
| Solde en caisse le 30 juin 1898.....             |           |    | 299,024 23   |
| Soit:  |           |    |              |
| Argent aux banques.....                          | 490,663   | 59 |              |
| Moins mandats non payés.....                     | 191,639   | 36 |              |
|  |           |    | 299,024 23   |